

Rapport d'activités

2024



Traject  **ires**

Trajectoires

Rapport d'activités 2024

Directeurs de la publication

Alexandre Le Clève
Olivier Peyroux

Coordination Éditoriale

Séverine Canale

Rédaction et Relecture

L'équipe de Trajectoires

Relecture :

Maxime Gotesman

Conception Graphique et Mise en page

Ophélie Rigault, graphiste (www.oedition.com)

Cartographie

Nina Kerdoncuff et Nicolas Fournier Montgieux

Crédits Photo

Valentina Camu - Photographe
Équipe Trajectoires

Impression

Arco-Iris - Montreuil

Édito

Depuis une trentaine d'années, la résurgence des bidonvilles en France suscite deux approches politiques contradictoires : d'un côté, des évacuations sans accompagnement social, ni proposition de relogement adaptée ; de l'autre, le déploiement d'une stratégie de résorption via l'insertion des populations à travers la mise en place de diagnostics et l'élaboration de parcours d'inclusion holistique (travail, logement, scolarisation, santé, protection de l'enfance). Si, avec le recul, les constats des acteurs tout comme les travaux de recherche ont montré que la première voie n'a aucun effet sur la diminution du nombre de bidonvilles en France et nécessite, à chaque opération, de mobiliser des moyens financiers conséquents, en 2024, la perspective des Jeux olympiques a relancé les campagnes d'expulsions massives dans certains territoires. Les effets sont des ruptures de parcours, de la déscolarisation, des replis sur des sites isolés, dépourvus d'intervenants sociaux. Nos recherches sur la traite des êtres humains ont également démontré que cette politique a pour conséquence de renforcer la dépendance des plus précaires à des intermédiaires animés par une logique d'exploitation et de profit. L'instabilité des bidonvilles leur permet de mettre en place un système de taxes (droit d'entrée pour habiter le bidonville, frais de construction de cabane, transport sur les lieux de travail, prêt d'argent, etc.) et d'imposer un contrôle strict de la parole sous peine d'expulsion et/ou de représailles.

Comme le montre ce rapport d'activités, bien qu'il existe des similitudes quant aux conditions de vie et aux difficultés d'accès au droit commun, les causes de la présence des bidonvilles diffèrent d'un département à l'autre. Alors que la DIHAL incite, depuis de nombreuses années, à une stratégie commune de résorption de ces lieux de vie par l'insertion de ses habitants, l'année 2024 vient illustrer que la résorption est dépendante d'un environnement local soumis à de nombreuses variables : volonté politique locale de l'ensemble des acteurs, besoins ou non en main d'œuvre, accès au droit commun, hétérogénéité ou non des populations présentes, volonté ou non des intéressés de s'inscrire dans une migration pendulaire, présence d'intermédiaires, etc. L'ensemble de ces variables font qu'il n'existe pas une seule méthode pour permettre une résorption efficace, en revanche, résorber nécessite l'implication d'une chaîne conséquente d'acteurs associatifs et institutionnels.

En 2024, nous avons été amenés à accompagner plusieurs initiatives encourageantes (Strasbourg, Paris, Loire atlantique, Maine-et-Loire...). En 2025, nous pourrions analyser davantage ces expériences et en tirer des enseignements sur des protocoles d'intervention adaptés à la variabilité des contextes. Ces connaissances pourront être partagées et utilisées pour générer des changements sur l'ensemble des territoires concernés par ce phénomène.

Sommaire

PARTIE 1. PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Qui sommes-nous ?	6
Équipe	8
Domaines d'expertise et formations.....	14
La méthodologie employée : le diagnostic holistique	18

PARTIE 2. LES ACTIVITÉS : BILAN 2024

Région Ouest, Territoire de la métropole nantaise (44)	22
Région Ouest, Territoire d'Angers Loire Métropole (49)	27
Région Nouvelle Aquitaine, Bordeaux (33)	31
Région Occitanie, Toulouse (31)	34
Région Île-de-France, Paris (75)	37
Région Île-de-France, Département du Val-de-Marne (94)	39
Région Île-de-France, Département des Yvelines (78).....	42
Région Grand-Est, Strasbourg (67).....	44
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marseille (13)	47
Région Sud, Nice (06).....	48
Région Centre-Est, Intervention dans le Rhône (69).....	50

PARTIE 3. PLAIDOYER ET ACTIONS TRANSVERSALES

Traite des êtres humains	54
Travail saisonnier.....	56
Appui aux acteurs par la création d'outils.....	57

PARTENAIRES FINANCIERS 2024	59
--	-----------



Partie 1

Présentation de l'association

Qui sommes-nous ?

Trajectoires a pour objectif d'appuyer les acteurs publics et associatifs dans la mise en place de solutions pertinentes pour l'insertion sociale des populations migrantes.

Une partie importante de notre activité concerne les habitants en bidonvilles et en squats en France, notamment les populations originaires d'Europe de l'Est (Roumanie, Bulgarie, pays des Balkans).

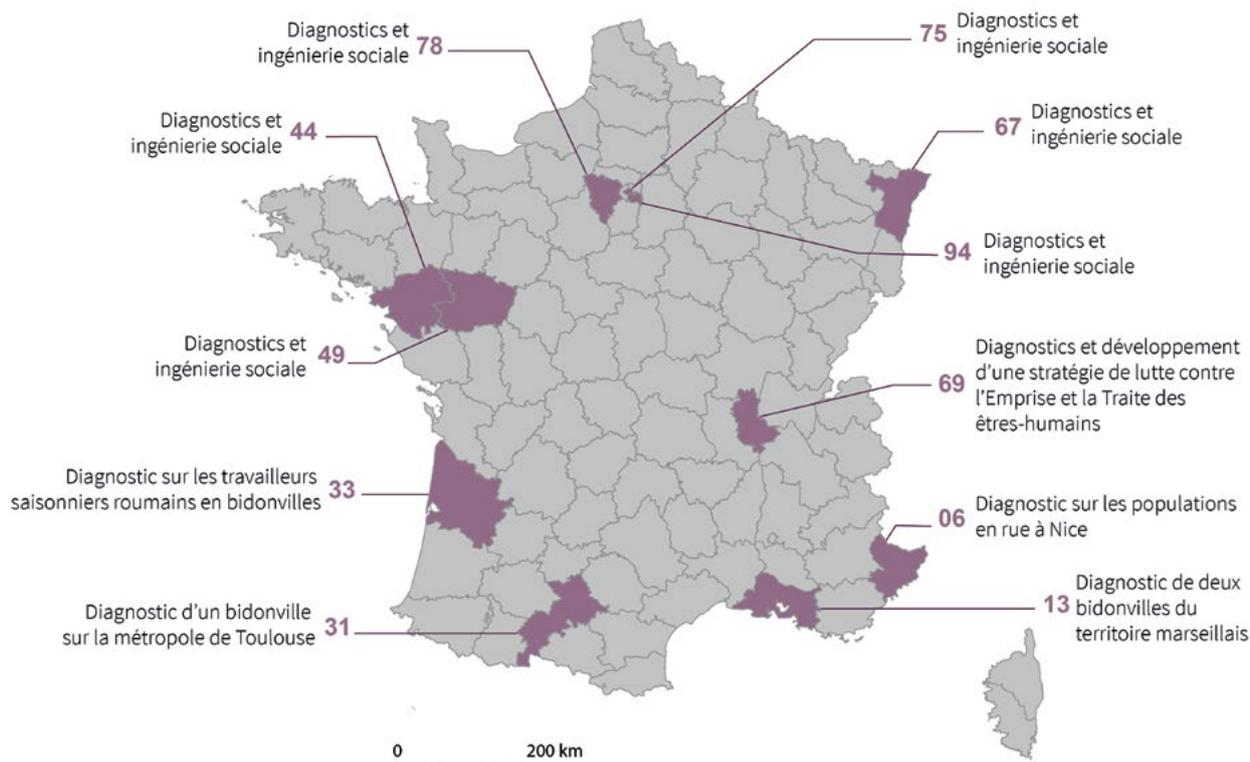
Nous menons aussi des recherches-actions sur les publics à la marge des dispositifs d'insertion : mineurs non accompagnés, jeunes en errance, usagers de drogue, familles, femmes migrantes, etc.

Trajectoires s'attache également à identifier et analyser les phénomènes d'emprise dont peuvent être victimes l'ensemble de ces publics et qui constituent bien souvent des obstacles à leur adhésion aux dispositifs de droit de commun.

Nos interventions se font dans plusieurs territoires :

Territoires d'intervention de Trajectoires en 2024

Carte réalisée par l'association Trajectoires



NOS VALEURS

Trajectoires privilégie une approche de terrain, basée sur une connaissance fine des populations et des problématiques. L'association est laïque et apolitique. Notre éthique est structurée autour :



Du respect de la personne concernée en premier lieu.



De la conviction profonde dans la possible insertion et d'accès aux droits des populations les plus éloignées des dispositifs de prise en charge.



Du principe d'individualisation de l'accompagnement ou de prise en charge en réfutant l'approche essentialiste fondée sur une catégorisation des publics; MNA, Roms, migrants, etc.



De la neutralité de l'association vis-à-vis de l'ensemble des acteurs (institutions, collectivités, associations, groupes représentatifs, justice, police...) qui forment une chaîne où chacun joue un rôle clef dans le parcours des personnes. Trajectoires promeut ainsi la concertation et la coordination entre l'ensemble des acteurs.



Par ailleurs, nous sommes convaincus que la compréhension des situations individuelles et familiales passe par une connaissance fine de l'histoire du pays d'origine, de la culture, des modes de vie et des valeurs des personnes et des familles. C'est pourquoi les membres de l'équipe parlent différentes langues et l'association fait régulièrement appel à des professionnels des pays d'origine qui maîtrisent la langue des personnes concernées.

Équipe



Alexandre Le Clève
Directeur

Juriste de formation, spécialisé en droit des étrangers. Travaille depuis plus de 10 ans auprès des Roms. A travaillé à la CIMADE et comme directeur à Hors la Rue (protection de l'enfance). Parmi les auteurs de l'Atlas des migrants en Europe, Géographie critique des politiques migratoires, Armand Colin. Parle roumain.



Olivier Peyroux
Directeur

Sociologue de formation, enseignant à Sciences Po, spécialisé sur les migrations, la traite des êtres humains. Lauréat 2013 du prix de Recherche en Sciences Sociales de la fondation Caritas Institut de France, il mène des missions d'expertise pour l'ONU, le Conseil de l'Europe, le ministère des Affaires étrangères. Il est expert judiciaire. Auteur de plusieurs ouvrages sur la traite des êtres humains et les migrations. Parle roumain, serbo-croate et anglais.



Fabrice Corbineau
Responsable régional Pays de la Loire
Mission résorption des bidonvilles
(Nantes-Angers)

Titulaire d'un DEES, complété avec un Master Pro en Coordination de Projet de Solidarité Internationale et Locale. A travaillé 6 ans dans la protection de l'enfance, au sein de structures d'hébergement et en milieu ouvert. Travaille depuis 2017 sur la problématique des bidonvilles, d'abord comme coordinateur sur un projet de médiation santé, puis durant 2 ans sur la stabilisation de bidonvilles en tant que gestionnaire de site, en région parisienne. Depuis 2021, il coordonne la mission Référence, Médiation, Gestion en Loire-Atlantique. Parle roumain.



Pierre Bergeron
Coordinateur de la mission RMG
(Nantes)

Titulaire d'une Maîtrise en gestion de projet. Travaille depuis plus de 10 ans auprès d'organisations et d'associations sur des thématiques variées à l'international et en France. Il a notamment travaillé sur l'accompagnement des mineurs non accompagnés en Roumanie et a été impliqué pendant 4 ans sur un projet de stabilisation d'un bidonville en région parisienne. Parle roumain et anglais.



Charlotte Le Maguer
**Chargée de mission en appui
aux collectivités - mission résorption
des bidonvilles (Nantes)**

Titulaire d'un master en gestion de projet spécialisé dans l'action sociale et medico-sociale, elle a travaillé pendant 6 ans sur le développement de dispositifs d'accompagnement social pour des personnes en situation de grande précarité au sein de collectivités et du secteur associatif, notamment sur les questions d'accès et de maintien dans le logement. Elle assure pour Trajectoires une mission d'appui aux collectivités dans la mise en œuvre de la stratégie de résorption des bidonvilles sur la métropole nantaise.



Chloé Lallier
**Cheffe de projet –
Mission résorption des bidonvilles
(Angers)**

Titulaire d'un diplôme de l'IEP de Lille et d'un Master 2 droits de l'Homme/droit humanitaire, elle est spécialisée dans l'accès aux droits des populations vulnérables et discriminées. Avec près de 10 ans d'expérience dans le monde associatif, elle a d'abord travaillé auprès des personnes exilées à la frontière franco-britannique, en centre de rétention administrative, ainsi que dans les campements et bidonvilles de la région. Elle a ensuite œuvré auprès de personnes voyageuses sur les problématiques de discrimination et de respect de leurs droits fondamentaux. Parle anglais, espagnol et albanais.



Mirona Ionescu
Chargée d'étude – Mission bidonville

D'origine roumaine, elle vit en France depuis 2008 où elle a fait ses études supérieures. Après une expérience professionnelle de 10 ans dans le commerce, elle souhaite se réorienter professionnellement dans le social et s'intéresse aux aspects sociaux et sociologiques des bidonvilles roumanophones en France. Aujourd'hui, Mirona participe à la récolte de données sur le territoire d'Angers.



Laura Todoran
Chargée d'étude – Mission bidonville

Née et scolarisée en Serbie puis diplômée de l'Université des Beaux-Arts de Bucarest, Laura est bilingue en serbo-croate et roumain. Installée en France depuis 2005, elle intervient dans les bidonvilles depuis plusieurs années pour la récolte de données dans les territoires où l'association est présente. En parallèle, elle poursuit des activités artistiques et de restauration de sculptures.



Adeline Cerutti
Cheffe de projet
Mission résorption des bidonvilles
(Région Parisienne et autres
territoires)

Après une expérience dans la formation professionnelle, elle s'oriente vers l'intervention sociale. Son parcours lui a permis d'acquérir une connaissance fine des problématiques d'insertion des personnes en situation de grande précarité et plus particulièrement des personnes vivant en bidonvilles et squats qu'elle a accompagnées dans le cadre de divers dispositifs (accueil de jour, dispositif prenant pour support le service civique, espace de transition qu'elle a coordonné). Elle assure pour Trajectoires une mission de coordination de la mise en œuvre de la stratégie de résorption des bidonvilles sur le Val-de-Marne et participe également au niveau national à la réalisation de diagnostics sociologiques pour l'association.



Clementine Moerman
Cheffe de projet TEH dans le cadre
de la mission résorption bidonvilles
(Lyon)

Titulaire d'un master professionnel en sciences sociales d'« expert démographe », elle a exercé comme chargée d'études en sciences sociales pendant quelques années (milieu associatif et institutions publiques), avant d'entreprendre une reconversion professionnelle dans le social. Après l'obtention du DEES, elle a travaillé dans l'insertion et la protection de l'enfance, puis a assuré pendant 6 ans l'accompagnement social global de familles migrantes de l'union européenne (majoritairement roumaines) vivant en squats et bidonvilles en Haute-Savoie. Elle assure pour Trajectoires une mission de coordination de la stratégie de lutte contre les phénomènes d'exploitation en bidonvilles.



Justine Brunet
Chargé d'étude – Mission bidonville

Titulaire d'un CAFERUIS et d'un Master en Gestion des ONG, elle a notamment travaillé au sein du mouvement Emmaüs pendant près de 8 ans entre la Roumanie et la France. Elle parle roumain et a une connaissance avancée sur la problématique d'insertion des familles roms roumaines. Aujourd'hui, Justine participe à la récolte de données principalement sur la région Ouest pour l'association Trajectoires.



Romana Miclaus
Chargée d'étude – Mission bidonville

Titulaire d'un diplôme DETISF, elle a consolidé son expérience dans le domaine social en tant qu'éducatrice spécialisée. Elle a travaillé dans différentes associations de la protection de l'enfance, avant d'occuper le poste d'éducatrice spécialisée à la PJJ STEMO MNA au tribunal de Paris, puis à l'association Hors la rue. Elle intervient en formation professionnelle à l'IRTS Parmentier. Parle le roumain.



François Duchamp

Chef de projet Traite des êtres humains dans le cadre de la mission résorption des bidonvilles (Lyon)

Après 10 ans au sein d'UNICEF France, notamment en tant que chargé de Plaidoyer, il a développé une expertise dans le domaine des politiques publiques liées aux droits de l'enfant, principalement sur la question des Mineurs isolés étrangers et celle des enfants vivant en bidonvilles. Il a ensuite évolué dans le champ de l'accompagnement social auprès de jeunes majeurs en fin de prise en charge par la Protection de l'Enfance et a enseigné en lycée.



Séverine Canale

**Appui à la coordination nationale
Responsable gestion financière et communication**

Après 15 ans d'expérience au sein de l'association Hors la rue en tant que responsable de la recherche de financements, de la gestion financière et de la communication, elle a développé une expertise dans la gestion et le développement de l'activité des associations de taille moyenne. Séverine a rejoint l'équipe Trajectoires dans le cadre du développement de ses activités au national dans l'objectif de structurer le fonctionnement de l'activité.



Fairouz Idbihi

Psychologue

Psychologue clinicienne interculturelle et consultante en santé mentale, migrations et protection de l'enfance, Fairouz travaille dans différents contextes liés à l'intervention auprès des personnes en mobilité, en France et au Maroc. Elle collabore avec Trajectoires dans le cadre d'études et diagnostics autour des problématiques d'accompagnement des mineurs en mobilité.



Julie Jardin

Chargée de mission Traite des êtres humains

Juriste de formation avec une spécialisation en droit humanitaire, elle a travaillé pendant une dizaine d'années dans le domaine du droit des étrangers et de l'asile, au sein de diverses structures (ONG, cabinet d'avocats, UNHCR, OFPRA). Elle a ensuite été responsable du Pôle de lutte contre la Traite des êtres humains de l'association Hors la rue, association de protection de l'enfance parisienne intervenant auprès de mineurs en danger, sur les thématiques de mendicité forcée, de contrainte à la commission de délits et d'exploitation sexuelle.



Laurent Pointier
Chargé de mission

Détenteur d'un double DEA en histoire contemporaine du Maghreb à l'EHESS et en droit et stratégies en santé humanitaire à l'université Paris 8, il est aujourd'hui chargé d'études. Son parcours professionnel l'a conduit à travailler pendant 15 ans dans le milieu associatif auprès de la Ligue des droits de l'homme ou encore de la Ligue contre le cancer. Son expertise se déploie sur des problématiques sociales et sanitaires avec une approche centrée sur les publics migrants, vulnérables et précaires. Pour le compte de Trajectoires, il a mené des études sur les usagers parisiens de crack, sur les familles hébergées au titre de l'aide sociale à l'enfance en dispositifs hôteliers et sur les jeunes subsahariens, isolés et évalués majeurs, accueillis en hébergement d'urgence dans l'attente de leur audience auprès du juge des enfants.



Nina Kerdoncuff
Cartographe

Étudiante en master de cartographie et géomatique (formation « Carthagéo » à Paris 1 Panthéon-Sorbonne), elle a effectué un stage de 5 mois à Trajectoires pour l'analyse et la visualisation des données géographiques qui sont collectées par l'association et par la DIHAL. Elle réalise aujourd'hui de manière ponctuelle des cartes à la demande des équipes.



Juliette Bobeau
Cheffe de projet

Titulaire d'un diplôme de l'IEP de Grenoble spécialisé dans l'action publique locale. A travaillé pendant 3 ans dans le Département du Nord dans un Groupement de Coopération Sociale et Médico-sociale accompagnant des MNA. Elle travaille aujourd'hui plus spécifiquement sur la protection de l'enfance, la migration féminine et la traite des êtres humains. Parle anglais.



Domaines d'expertise et formations

SQUATS ET BIDONVILLES



Mieux comprendre pour mieux agir !

Au fil des années, Trajectoires a développé une expertise holistique à travers la conduite de diagnostics, permettant l'analyse micro et macro de la situation d'un terrain dans une perspective de résorption.

La méthodologie développée par Trajectoires est fondée sur :

- ✧ une approche de chaque ménage;
- ✧ une approche plus globale prenant en compte les spécificités des dynamiques collectives inhérentes à la vie en squat ou en bidonville et les caractéristiques propres à chaque site.

L'ensemble de ce travail de diagnostic fait l'objet d'une restitution auprès de l'ensemble des parties prenantes sur un territoire afin de partager des constats et d'identifier les leviers et les freins à la politique de résorption (grande précarité, phénomènes d'emprise et/ou d'exploitation, protection de l'enfance...) et *in fine* aider à la décision quant aux dispositifs d'accompagnement social à mettre en œuvre.

Au-delà des diagnostics recherche-action, sur certains territoires, Trajectoires répond également à un besoin d'accompagnement des acteurs :

- ✧ par le suivi de la mise en œuvre et la coordination d'acteurs de terrain, intervenant sur des missions de médiation sociale et/ou premier niveau d'intervention sociale,
- ✧ par l'accompagnement des collectivités territoriales sur la compréhension des enjeux et la sensibilisation des techniciens et élus sur les problématiques liées aux bidonvilles.

Grâce aux outils de suivi et d'analyse que nous avons développés, Trajectoires apporte son expertise comme force de proposition dans les instances de suivi techniques et politiques dans lesquelles l'association est représentée.

Cette méthodologie et cette approche sont développées dans plusieurs départements concernés par la mise en œuvre de politique de résorption : Loire-Atlantique, Val de Marne, Yvelines, Maine-et-Loire, Rhône, Isère, Gironde...



Dans toutes ses études, Trajectoires veille à prendre en compte les phénomènes d'emprise auxquels les publics vulnérables, notamment du fait de leur migration, sont plus exposés et qui constituent bien souvent des obstacles à l'accompagnement social.

Trajectoires travaille notamment sur les phénomènes d'exploitation peu repérés au sein des bidonvilles.



Parmi les formes de TEH, on retrouve :



Exploitation sexuelle



Contrainte à la commission de délits



Travail forcé



Mendicité forcée



Trafic d'organes



Servitude domestique

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS



Depuis de nombreuses années, Trajectoires s'intéresse aux parcours des mineurs non accompagnés (MNA) et a réalisé plusieurs études pour apporter des éclairages quant à leur situation sur le territoire français.

La méthodologie proposée par Trajectoires vise à mieux connaître les profils des mineurs non accompagnés et les dynamiques au sein des groupes afin de leur garantir une protection et une prise en charge adaptée. Le contexte institutionnel et associatif local est également étudié pour favoriser la coordination des acteurs de la protection de l'enfance et de la justice dans l'accès au droit commun de ces populations.

L'une des particularités de certains mineurs est leur mobilité transnationale. Afin de mieux comprendre

les complexités de leur parcours, il convient d'adopter une approche européenne et de favoriser le partage de connaissances entre pays concernés.

Dans le cadre d'un projet de recherche national financé par le Fondation Porticus, Trajectoires a mené des diagnostics locaux dans plusieurs grandes métropoles françaises (Paris, Lyon, Nantes et Bordeaux) afin d'identifier les phénomènes d'emprise impliquant des personnes migrantes (en tant que victimes et auteures).

MIGRATION FÉMININE



La migration féminine est régulièrement abordée sous le prisme d'une migration passive ou subie. L'approche genrée où la femme est considérée comme actrice de sa migration permet de mieux appréhender les migrations actuelles.

Les profils et parcours des femmes migrantes font l'objet d'un nombre très faible de recherches-actions. Ce manque de littérature scientifique fait que leur présence est interprétée à travers deux prismes :

- ✱ la présence de réseaux de traite d'êtres humains qui les font venir depuis le pays d'origine pour les exploiter sexuellement en Europe,
- ✱ la figure de la « rejoignante », c'est-à-dire de l'épouse rejoignant son mari installé en France depuis plusieurs années.

Si ces profils existent, ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble des parcours. Nos travaux sur la migration des femmes ivoiriennes en région parisienne démontrent que la majorité d'entre elles a pris seule la décision de partir. Pendant le parcours, comme lors de l'arrivée dans les pays de destination, les stratégies mises en place s'expliquent à l'aune des tensions que leur projet migratoire soulève entre émancipation et contraintes liées au genre.

SENSIBILISATION ET FORMATION



Trajectoires propose à l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels des formations à destination de leurs équipes, fondées sur une approche holistique s'appuyant sur nos recherches de terrain et les champs d'expertise de l'équipe (juridique, sociologique, psychologique, accompagnement éducatif). Les thématiques proposées sont :

- ✧ Connaissance des populations en bidonville (protection de l'enfance, emprise, rapport à la santé, l'intervention sociale et médiation en bidonville).

- ✧ Mineurs non accompagnés (approche générale, MNA guinéens, MNA maliens, MNA marocains et algériens en errance, etc.).
- ✧ Migrations féminines (caractéristiques générales, migrations guinéennes et ivoiriennes).
- ✧ Traite des êtres humains (exploitation sexuelle, contrainte à commettre des délits, exploitation économique, exploitation domestique) dans le contexte des bidonvilles, des MNA, des migrations féminines.



À la demande du département de l'Isère, Trajectoires a mis en place un programme de formation, organisé en 3 sessions :

- ✧ une de formation générale concernant la connaissance des publics roumains en bidonville,
- ✧ une basée sur l'acquisition des indicateurs nécessaires au repérage des situations de danger et des modalités d'intervention,
- ✧ une d'analyse situationnelle fondée sur la remontée et l'analyse de situations individuelles ou familiales complexes émanant des professionnels

Plus d'une cinquantaine de professionnels, issus de différents services, ont ainsi pu être formés : travailleurs sociaux ASO, éducateurs ASE, professionnels PMI, chefs de service. Ces sessions se poursuivront en 2025 afin que l'ensemble des agents, en lien avec ces populations, partagent un référentiel commun et disposent de leviers d'accompagnement adaptés aux réalités du terrain.



La méthodologie employée : le diagnostic holistique

Trajectoires s'est fixée pour mission d'appuyer les acteurs publics et associatifs dans la mise en place de solutions pertinentes pour l'intégration sociale des habitants des bidonvilles. Entre autres actions, l'association réalise des diagnostics sociaux au sein de bidonvilles et de squats sur l'ensemble du territoire français, permettant aux acteurs de disposer d'une vision complète et concrète des besoins et attentes des personnes et d'y répondre le plus efficacement possible. Cette connaissance des différentes réalités au niveau national garantit une certaine distance par rapport aux enjeux locaux et favorise l'adaptation de solutions ayant fait leurs preuves dans d'autres territoires.

La stratégie territoriale, définie par la circulaire interministérielle du 26 août 2012 établit un nouveau cadre de concertation et de prise en compte des difficultés auxquelles sont confrontés des ressortissants européens vivant dans des conditions de très grande précarité. L'instruction du 25 janvier 2018 visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles répond à des besoins précis identifiés par les acteurs du territoire et fait l'objet d'objectifs définis en commun retranscrits dans un plan d'action. Trajectoires s'inscrit dans la démarche initiée par la DIHAL, déclinée dans une méthodologie qui comporte 3 étapes :

- 1. Un état des lieux partagé de la situation.**
- 2. Des priorités et objectifs, traduits opérationnellement dans un plan d'action.**
- 3. Un suivi opérationnel et stratégique des orientations définies.**

Principe

L'objectif de l'intervention de Trajectoires est double :

- ✳ **Favoriser une action concertée des acteurs locaux en identifiant les blocages et les besoins non encore couverts par les dispositifs mis en œuvre.**
- ✳ **Repérer les indicateurs de risque (emprise, dysfonctionnements de certaines familles, économie grise...) qui pourraient compromettre le projet d'insertion des familles.**

Les interventions de Trajectoires sur de nombreux territoires ont montré une pluralité de problématiques selon les bidonvilles et leurs régions d'implantation. Cette diversité nécessite la mise en place de stratégies innovantes concertées, adaptées aux habitants des bidonvilles et répondant aux réalités locales des acteurs de l'accompagnement social.

L'expérience de l'association fait ressortir que les opérateurs en charge de l'accompagnement social possèdent un savoir-faire pour accompagner les familles qui s'inscrivent dans un parcours d'insertion classique. En revanche, pour les plus fragiles, les dispositifs spécifiques ou dédiés mis en place pour résorber les bidonvilles s'avèrent peu efficaces et particulièrement onéreux. Le travail de diagnostic propose des parcours d'insertion adaptés, pouvant passer par la mise en place de sas, de parcours d'insertion individualisés, etc.

La posture : extérieure et non opérateur

Afin de diagnostiquer au mieux les situations, il est indispensable que le diagnostiqueur ne soit ni dans une posture d'aidant ni dans une posture d'opérateur. Ce travail de diagnostic ne vient pas se substituer à l'action des associations chargées du suivi des habitants des bidonvilles, mais permet de le compléter et de l'enrichir grâce à une analyse des situations et à une identification des personnes vulnérables.

Méthodologie d'intervention

La méthodologie de l'intervention repose sur une connaissance fine des profils et des parcours des familles présentes sur un territoire ainsi que sur l'analyse de l'environnement administratif local. Elle se base sur :

- ✧ Les entretiens avec les familles, dans leur langue d'origine ou une langue qu'ils maîtrisent;
- ✧ Les observations directes sur le site afin de mieux appréhender les situations et les dynamiques entre les divers groupes;
- ✧ La mobilisation des connaissances existantes de l'équipe sur les situations géopolitiques et de réseaux institutionnels et associatifs dans les pays d'origine;
- ✧ Les entretiens avec les acteurs associatifs intervenant sur la thématique;
- ✧ Les entretiens avec certains acteurs publics directement concernés par l'accompagnement et la prise en charge des familles;
- ✧ L'étude de documents ressources : articles de journaux, documentation scientifique, rapports, etc.

Langues d'entretien

Les entretiens se déroulent dans la langue maternelle des familles ou dans une des langues qu'elles maîtrisent.

Méthodologie d'entretien

La collecte d'information se base sur des entretiens semi-directifs, à partir d'une grille commune, des observations sur le lieu d'habitation et les lieux d'activités, des entretiens informels à visée exploratoire. La grille d'entretien est construite autour du projet migratoire initial et actuel ainsi que sur des dynamiques internes à l'organisation du bidonville (règles d'entrée, accès au travail formel ou informel, etc.).



L'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES PRÉCONISATIONS ISSUES DU DIAGNOSTIC

L'association Trajectoires accompagne les acteurs associatifs et institutionnels dans la mise en œuvre opérationnelle et stratégique de la politique de résorption des bidonvilles qui nécessite la mise en place d'une politique sociale innovante. Les situations rencontrées y sont diverses et variées, les réponses doivent être donc multiples. L'intervention sociale dans ces lieux de vie informels se base sur une expertise fine des profils des familles rencontrées et des interactions entre elles. Les dispositifs classiques de l'action sociale ne peuvent donc pas simplement y être « plaqués ». Des réponses souples, adaptées, articulant droit commun et actions spécifiques doivent donc être imaginées, articulées et coordonnées sur chaque territoire. La réussite du parcours d'insertion des personnes dépend de la mobilisation des acteurs et de la connaissance des situations et du contexte d'intervention (formes d'emprises, situations préoccupantes liées à la protection de l'enfance, etc.).

L'association a déjà fait remonter plusieurs constats comme l'inefficacité de certains dispositifs en place, l'exclusion d'un nombre important de ménages de ces dispositifs, l'inadaptation des réponses à des problématiques majeures, l'incompréhension de certains enjeux comme le retour en bidonvilles après une expérience en logement, etc.

Aujourd'hui, sur la base d'expériences multiples dans plusieurs territoires, nous pensons que l'accompagnement social, dans le cadre spécifique de la politique de résorption des bidonvilles, doit se baser sur plusieurs fondements :

✧ L'« aller vers » tout en favorisant le développement de l'autonomie des personnes. Ces deux actions ne sont pas contradictoires, mais doivent être ajustées et tissées au plus près des contraintes, des difficultés et des réalités vécues par les habitants. Pour cela, un premier niveau d'accompagnement doit pouvoir se réaliser sur le lieu de vie des personnes ou à proximité de celui-ci.

✧ « Proposer des solutions différentes au regard des capacités des familles » : il ne s'agit pas de coller un modèle type d'accompagnement social, mais bien de proposer des interventions individualisées et mesurées selon chaque situation. Pour y parvenir, les recherches-actions menées par Trajectoires complétées par les évaluations sociales permettent d'identifier des capacités d'insertion variables selon les personnes et donc des orientations différentes.

✧ « Être modulable » :

- Faire appel au droit commun (services du département et Centres Communaux d'Action Sociale) pour les situations des personnes ayant suffisamment d'autonomie ;
- S'appuyer sur un accompagnement social renforcé en « allant vers », en étant présents sur les bidonvilles ;
- Faciliter l'accès et le maintien des droits tout en collaborant avec d'autres acteurs à la construction de solutions nouvelles.

✧ « Répondre aux problématiques de la grande précarité » qui demandent une expertise spécifique et une connaissance précise des réponses possibles sur le territoire.

✧ « Anticiper l'accès au droit commun » et ne pas attendre qu'une famille intègre un logement pour passer le relais au droit commun (Département ou un CCAS). L'objectif est bien de travailler en amont la phase de transition, afin que la relation avec le droit commun puisse se construire autour d'objectifs précis et concrets, ne pas être perçue simplement comme une réponse envisageable en cas de difficulté après l'entrée en logement. Cette anticipation est une garantie supplémentaire pour se prémunir d'éventuels retours de familles dans un bidonville.

✧ « Être coordonné » par un acteur unique rattaché à la mairie qui sera le garant de l'accompagnement global des familles limitant ainsi le risque de vision parcellaire. La coordination vise ainsi à renforcer la responsabilité de chacun des acteurs institutionnels et associatifs et à ne pas laisser les mairies seules responsables des solutions à construire.



Partie 2

Les activités :

Bilan 2024

Région Ouest, Territoire de la métropole nantaise (44)

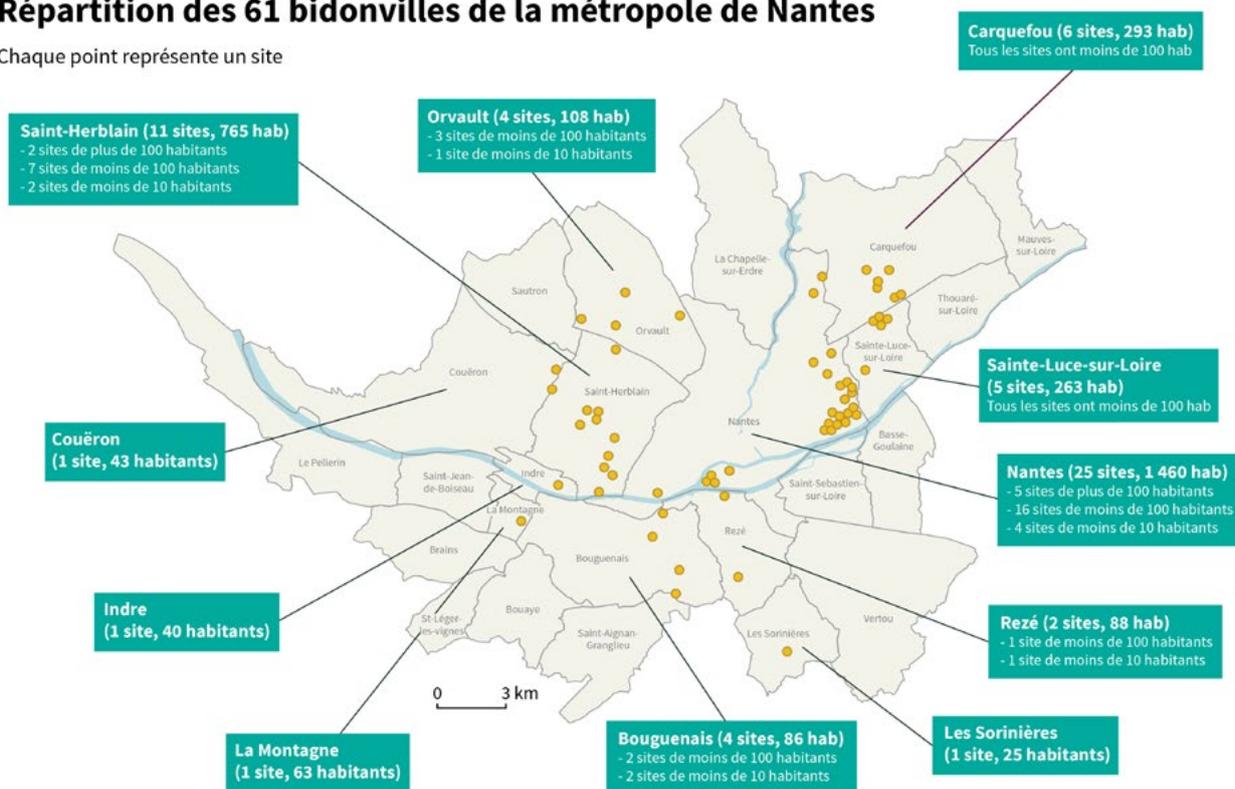
CONTEXTE LOCAL

Le nombre de personnes vivant en bidonville reste stable sur le territoire métropolitain (+36 personnes par rapport au 31/12/2023) et s'élève à **3 234 personnes**. Le nombre de bidonvilles a, quant à lui, légèrement augmenté depuis l'année dernière : **61 sites** recensés en début 2025, contre 57 au 31 décembre 2023.

9 nouvelles installations ont eu lieu en 2024, majoritairement à la suite d'évacuations de bidonvilles. Cela représente une baisse importante des réinstallations par rapport aux années précédentes (-50% par rapport à 2023).

Répartition des 61 bidonvilles de la métropole de Nantes

Chaque point représente un site

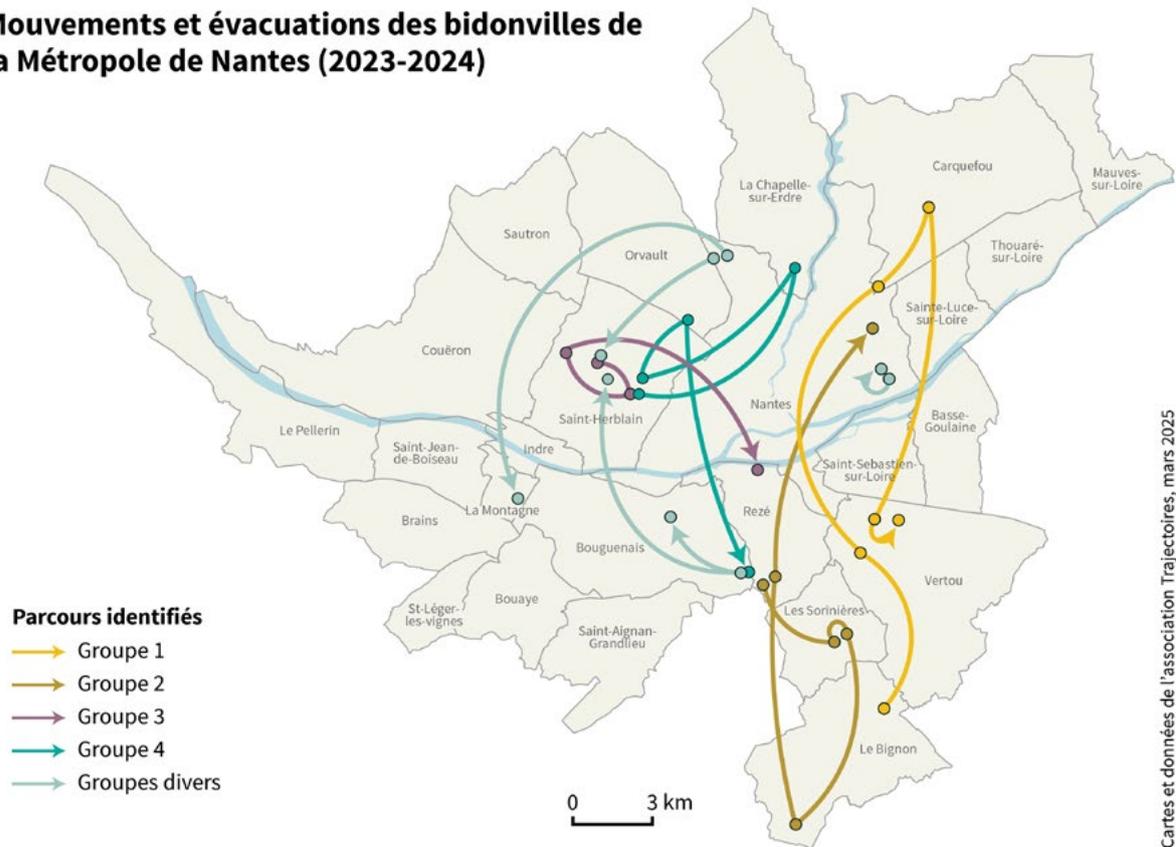


Données et carte de l'association Trajectoires, février 2025

Les déplacements observés en 2023 et 2024 concernent principalement les mêmes groupes d'habitants de bidonvilles, qui vivent une succession d'évacuations de leurs lieux de vie et donc une instabilité permanente. Comme le démontre la carte ci-dessous, 3 groupes d'habitants ont été particulièrement impactés depuis le 1^{er} janvier 2023, connaissant chacun 5 évacuations. Cela représente plus de 50% des réinstallations dans la métropole entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2024.

Les conséquences socio-économiques sur les ménages sont importantes. Les déplacements provoquent des ruptures : de droits (domiciliation, assurance maladie, etc.) pour l'ensemble des ménages, de scolarité pour les enfants et de parcours de soins pour les personnes malades. Les périodes d'errance entre l'expulsion et la réinstallation provoquent parfois également des pertes d'emploi et de biens (effets personnels, véhicule).

Mouvements et évacuations des bidonvilles de la Métropole de Nantes (2023-2024)



L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024 ET LES PERSPECTIVES

Appui aux collectivités locales

Trajectoires participe activement aux travaux engagés au sein de la Métropole dans le cadre de la stratégie globale de résorption. À ce titre, l'association appuie les collectivités territoriales concernées par la stabilisation des terrains.

En 2024, l'accompagnement des sites stabilisés de Bouguenais et Rezé s'est poursuivi. À Bouguenais, une

nouvelle étape a été engagée avec le déménagement des habitants du terrain SAS vers le terrain d'insertion. Cette transition a permis d'améliorer les conditions d'occupation et de préparer les familles à l'entrée en logement. Les objectifs définis avec ces dernières ont évolué afin de travailler sur des solutions de sortie du terrain d'insertion. À Rezé, la ville poursuit la résorption du bidonville d'Alfred Nobel, stabilisé depuis 2023. Pour des raisons logistiques, les ménages restants ont déménagé sur un nouveau site.

Trajectoires continue d'accompagner la démarche en participant aux comités de suivi mensuels.

Suite aux diagnostics sociologiques réalisés en 2023, deux nouveaux bidonvilles (Avenue Saint-Martin à Nantes et Petit Raffuneau à Orvault) ont été stabilisés.



L'ACCOMPAGNEMENT DE LA VILLE D'ORVAULT

Quatre bidonvilles sont présents sur le territoire d'Orvault, dans lesquels vivent **159 personnes**, dont 60 enfants. La commune a souhaité engager une démarche globale de résorption en lien avec les partenaires engagés dans la stratégie métropolitaine.

En 2024, Trajectoires a réalisé deux diagnostics des bidonvilles de Bois Cesbron et Petit Raffuneau. Ce travail a révélé que les terrains sont occupés par de petits groupes familiaux, originaires des *judetj* (départements) de Caraş-Severin et Dolj en Roumanie. En cela, ils se distinguent des autres habitants des bidonvilles de l'agglomération nantaise, originaires principalement du *judetj* de Mehedinţi. Cette particularité explique leur souhait de rester ensemble et le développement de solidarités au sein du groupe.

Le taux d'emploi et d'accès au droit est relativement important pour les ménages présents dans ces deux bidonvilles. La majorité de ces ménages sont domiciliés au CCAS d'Orvault. Tous ont exprimé leur volonté de rester sur le territoire et d'accéder à un logement, plusieurs d'entre eux ayant déjà engagé des demandes de logement social. Toutefois, certaines situations plus vulnérables nécessitent des solutions transitoires avant l'accès à un logement pérenne, afin de sécuriser l'insertion des ménages.

Au regard de ces éléments, le diagnostic sociologique a préconisé la stabilisation des lieux de vie et des personnes concernées. La ville d'Orvault s'est engagée dans cette démarche. Pour des raisons techniques, les ménages des deux bidonvilles ont été regroupés sur la parcelle de Petit Raffuneau. À ce jour, 8 ménages, principalement des couples sans enfants, y sont installés.

Des équipements sanitaires ont été installés et le réseau électrique sécurisé. L'occupation par les familles est aujourd'hui encadrée par une convention et l'accompagnement social y est coordonné.

En 2024, Trajectoires a accompagné le chargé de mission de la ville d'Orvault ainsi que les acteurs de terrain dans la mise en œuvre opérationnelle des préconisations issues des diagnostics sociologiques. Cet accompagnement a porté sur :

- ✳ La définition et le suivi de la feuille de route pour les terrains concernés par la stratégie de résorption.
- ✳ L'organisation et le cadrage des instances de pilotage et de suivi : comité de pilotage, comité de suivi, réunions hebdomadaires, groupes de travail.
- ✳ L'élaboration des documents contractuels (contrat d'occupation précaire, règlement intérieur).
- ✳ L'appui à la coordination des parcours des ménages.
- ✳ L'accompagnement sur les situations individuelles complexes.
- ✳ La réflexion sur la mise en place d'instances d'échange avec les habitants.

Des réunions hebdomadaires, organisées par le chargé de mission de la ville, ont permis d'assurer un suivi régulier du terrain du Petit Raffuneau, d'échanger sur les perspectives de travail et d'anticiper les actions à mener pour les autres sites concernés.

En 2025, Trajectoires, va proposer à la ville d'Orvault et aux partenaires sociaux, d'expérimenter un outil de suivi des parcours. Cet outil vise à :

- Améliorer le suivi des situations des personnes présentes sur les terrains, en objectivant l'évaluation de critères d'insertion
- Identifier les leviers et freins à l'insertion, pour mieux orienter l'accompagnement
- Optimiser la coordination des interventions en identifiant les acteurs à mobiliser.

DIAGNOSTIC SOCIOLOGIQUE DES BIDONVILLES DE LA PRAIRIE DE MAUVES

La «Prairie de Mauves» est une zone située au sud-est de la ville de Nantes, au bord de la Loire, destinée à devenir un grand pôle d'écologie urbaine. Au fil des installations depuis 2018, le site est devenu le plus grand bidonville de France.

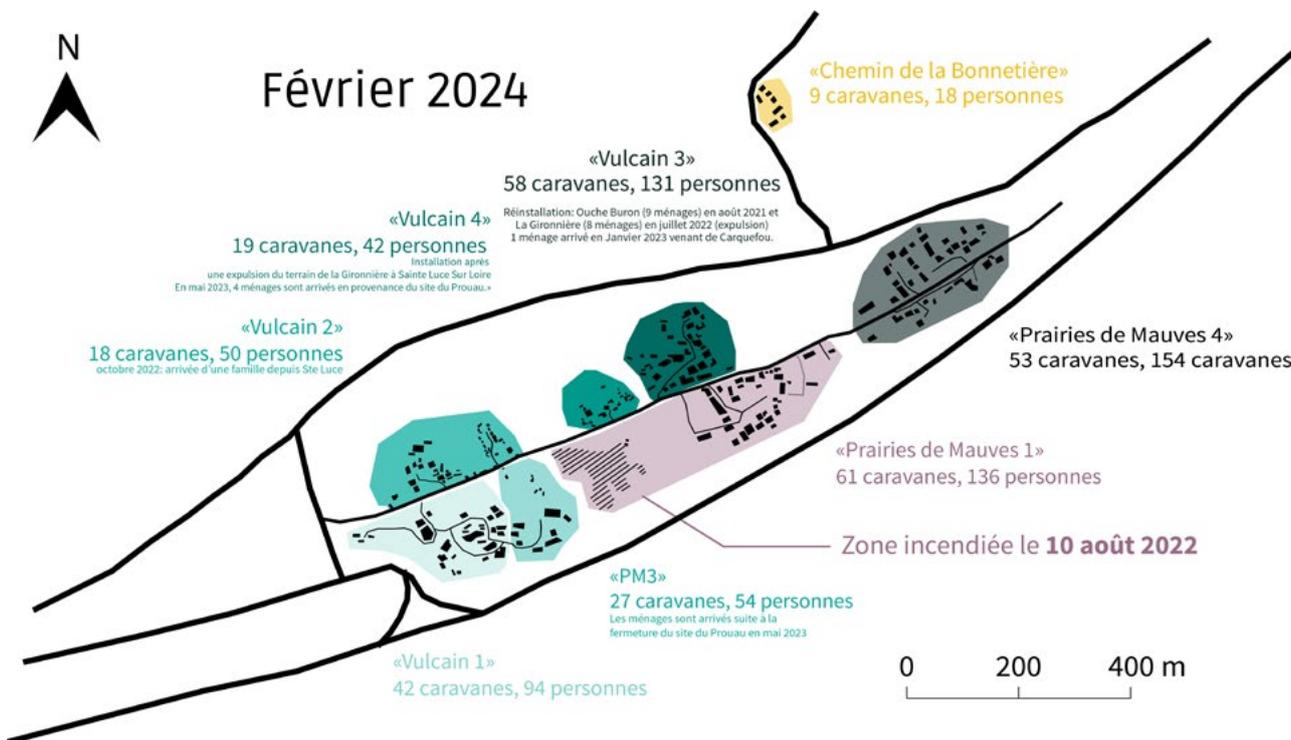
Dans le cadre d'un marché public, la métropole de Nantes a publié un appel d'offres avec l'objectif de résorber ce bidonville d'ici à 5 ans. Trajectoires a été retenue pour mener à bien la phase de diagnostic.

L'association a donc réalisé entre septembre et décembre 2024 une série d'entretiens auprès de **214 ménages**, représentant un total de **634 personnes** (258 enfants et 376 adultes).

L'analyse montre une migration familiale caractérisée par des liens forts entre les générations et des personnes qui contribuent de manière significative à l'économie locale.

La Prairie de Mauves accueille des travailleurs saisonniers qui viennent pourvoir aux besoins de main-d'œuvre dans l'agriculture. L'offre de logement adaptée aux situations de ces travailleurs est insuffisante, voire inexistante sur le territoire.

La phase du diagnostic des bidonvilles de la prairie de Mauves a été finalisée fin 2024, les actions d'accompagnement social des habitants seront menées en 2025.



PHÉNOMÈNES D'EMPRISE ET TRAITE DES ÊTRES HUMAINS SUR LES BIDONVILLES

En 2024, Trajectoires a organisé une formation sur la Traite des Êtres Humains (TEH) destinée aux acteurs intervenant dans les bidonvilles de la Loire-Atlantique. L'objectif était de former ces derniers à l'identification de ces phénomènes et à la remontée des informations. Cette formation a réuni 30 professionnels issus de 16 institutions et associations. Elle a permis d'aborder le cadre législatif de la TEH, avec un focus particulier sur les

mariages forcés. Des études de cas ont été utilisées pour former les participants au repérage et au signalement de ces situations. Différents dispositifs de protection des victimes ont également été présentés.

En 2025, Trajectoires prévoit de renouveler ces actions de formation, notamment auprès des travailleurs sociaux du Conseil Départemental.

ÉTUDE SUR LES GROSSESSES PRÉCOCES

En France, selon l'INSEE, le nombre de maternités précoces a diminué de manière significative depuis les années 1970. En 2018, moins de 2% des naissances concernaient des mères âgées de moins de 20 ans.

Cependant, dans les bidonvilles, les acteurs de terrain constatent un nombre important de jeunes femmes enceintes, sans toutefois pouvoir caractériser précisément ce phénomène.

En 2024, Trajectoires a donc lancé une étude visant à explorer l'évolution des grossesses précoces parmi les femmes nées entre 1964 et 2008 et vivant dans des bidonvilles. Nous avons agrégé les données issues de trente diagnostics pour obtenir un échantillon représentatif de 441 femmes. Parmi elles, 70% résident dans des bidonvilles implantés dans le département de Loire-Atlantique, 11% dans celui du Maine-et-Loire, et 19% dans des bidonvilles à Antony (Hauts-de-Seine), Strasbourg (Bas-Rhin) et Toulouse (Haute-Garonne).

Les premiers résultats montrent que, loin de diminuer, la proportion de grossesses précoces tend à augmenter de manière significative d'une génération à l'autre. Il serait donc intéressant de pouvoir approfondir les recherches sur les causes sous-jacentes de cette évolution et identifier les facteurs déterminants susceptibles d'expliquer ce phénomène.

Dans cette optique, Trajectoires prévoit, en 2025, de rechercher des financements en vue de mener une enquête qualitative auprès des femmes de cette même cohorte.



Région Ouest, Territoire d'Angers Loire Métropole (49)

CONTEXTE LOCAL

Des bidonvilles se sont formés dans le Maine-et-Loire depuis les années 2010. Aujourd'hui, environ **600 personnes** vivent dans des bidonvilles répartis dans cinq communes d'Angers Loire Métropole (ALM). La quasi-totalité des personnes est d'origine roumaine et provient de deux zones géographiques de l'ouest de la Roumanie :

- ✦ Des *județi* de Dolj et Mehedinti, au sud-ouest de la Roumanie, à proximité de la frontière serbo-bulgare;
- ✦ Du *județ* de Salaj, au nord-ouest de la Roumanie, dans la région de Transylvanie.

Les habitants des bidonvilles sont en majorité venus sur le territoire angevin pour travailler dans le secteur agricole. Plus de 80% des adultes vivant en bidonville sont ainsi connus du régime de protection sociale agricole (Mutuelle Sociale Agricole – MSA), et la plupart d'entre eux ont eu au moins un contrat de travail dans une entreprise agricole au cours de l'année 2024. Cependant, la plupart travaillent sur de courtes durées, en tant que saisonniers. Les périodes d'emploi et le nombre d'heures effectuées sont limités, expliquant la précarité dans laquelle ces personnes vivent.

La centralité du travail dans le parcours migratoire des personnes explique certaines caractéristiques particulières :

- ✦ un nombre relativement faible d'enfants (environ 2/3 des habitants des bidonvilles angevins sont des adultes) et très peu de personnes de plus de 65 ans (environ 3%), les personnes présentes sont avant tout des actifs;
- ✦ une saisonnalité des présences : de nombreux habitants sont dans un système de migration saisonnière et repartent en Roumanie dans les périodes où il y a moins de travail agricole (entre novembre et mars) - cela fait varier du simple au double le nombre de personnes habitant en bidonville selon les périodes de l'année;
- ✦ une majorité de personnes pouvant prétendre à l'ouverture de droits sociaux (notamment assurance maladie) du fait des heures de travail effectuées.



ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS DE LA STRATÉGIE DE RÉSORPTION

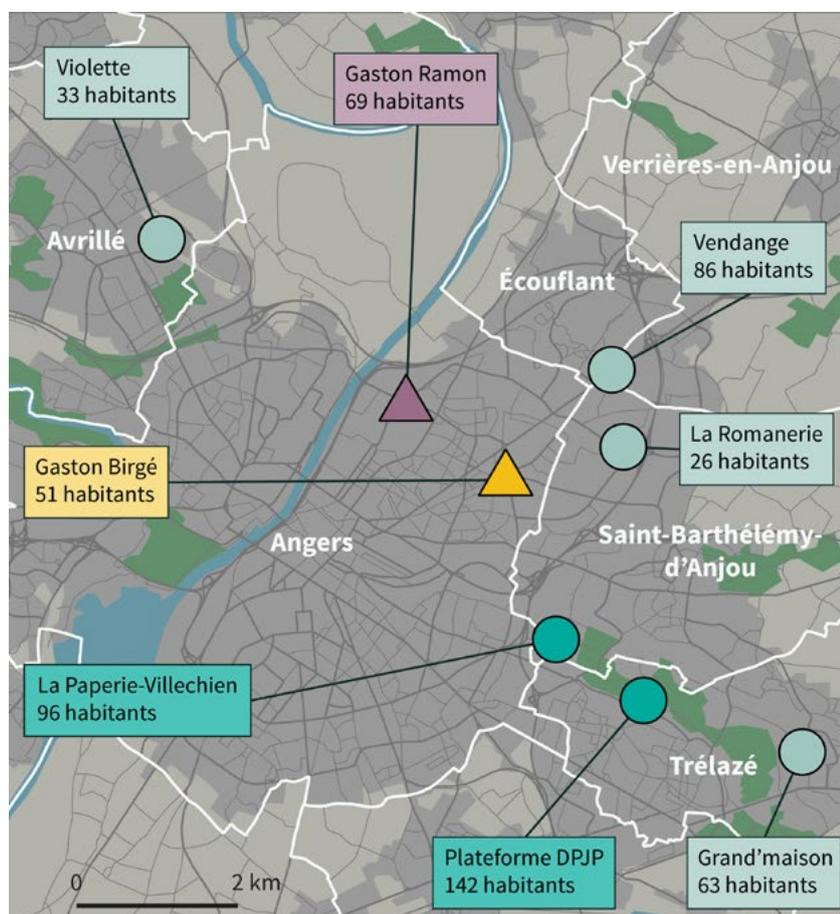
Trajectoires intervient dans le Maine-et-Loire depuis août 2023, autour de deux grands axes :

- ✦ Mieux connaître et comprendre les dynamiques individuelles et collectives sur les bidonvilles situés à Angers Loire Métropole (ALM), notamment en menant des diagnostics sociologiques ;
- ✦ Appuyer les acteurs de la résorption des bidonvilles agissant sur le territoire (État, intercommunalité, communes, département, opérateurs) afin que la stratégie de résorption et les activités mises en œuvre soient les plus adaptées possible aux réalités de terrain.

La stratégie de résorption des bidonvilles est copilotée par l'État et Angers Loire Métropole (ALM) et s'appuie sur la méthodologie de Trajectoires. Les modalités d'intervention sur chaque site sont différentes selon l'avancée dans les étapes de la stratégie. Au 31 décembre 2024, six bidonvilles étaient identifiés, auxquels s'ajoutent un site stabilisé et un site temporaire d'insertion.

Conformément à la stratégie proposée par Trajectoires, des diagnostics sociologiques ont été menés au cours de l'année 2024 afin de mettre en évidence les dynamiques propres à chaque bidonville et définir une feuille de route de résorption adaptée à chaque site. À la demande des communes de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou, deux sites priorités par le comité de pilotage de la politique territoriale de résorption des bidonvilles pour des raisons de sécurité ont été diagnostiqués :

- ✦ **DPJP/Ardoisières (Trélazé)** : 57 ménages ont été rencontrés et interrogés (96 adultes et 39 enfants) par Trajectoires. Suite à la restitution du diagnostic en mai 2024, le principe d'un site stabilisé a été validé. La démarche de stabilisation temporaire du site est en mise en œuvre depuis 2025.
- ✦ **Papierie-Villechien (Saint-Barthélemy d'Anjou)** : La rencontre de 40 ménages, soit 96 personnes (65 adultes et 31 enfants), a permis de montrer une forte précarité du groupe et une faible autonomie des personnes. La restitution du dia-



Répartition des bidonvilles d'Angers et sa banlieue



Situation du site

- Bidonville identifié mais non-diagnostiqué
- Bidonville diagnostiqué
- ▲ Site avec contractualisation de l'occupation
- ▲ Dispositif d'hébergement

Carte de l'association Trajectoires
Données : Trajectoires, DIHAL, IGN
Mars 2025

gnostic a eu lieu en septembre 2024. Du fait de la localisation du bidonville et de risques sécuritaires, le principe de la stabilisation sur site n'a pas été retenu. Des études de faisabilité sont en cours pour organiser le déménagement du groupe et la contractualisation de l'occupation sur un site annexe.

Un site avait fait l'objet d'un diagnostic en 2023 : celui de Gaston Birgé. Suite aux préconisations du diagnostic, la stabilisation temporaire a été mise en œuvre pendant l'année 2024. Trajectoires a accompagné cette démarche. ALM a procédé à des travaux d'aménagement avant de contractualiser avec les ménages, tandis que l'association AIH – opérateur de l'État – a recruté un gestionnaire de site et une travailleuse sociale dédiés à l'accompagnement des habitants du site. En 2025, Trajectoires appuie la travailleuse sociale dans l'analyse des évaluations sociales et apporte un soutien à l'ensemble des acteurs dans la construction de solutions de sortie du bidonville adaptées aux réalités du terrain.

L'année 2024 a également été marquée par l'ouverture du Site Temporaire d'Insertion (STI). Ce site composé de 18 mobil-homes en sous-location est géré par AIH (avec un gestionnaire de site et une travailleuse sociale

dédiée à l'accompagnement des ménages). À l'origine, le site a été créé à l'initiative d'ALM pour reloger les habitants du bidonville de Nozay de façon temporaire avant qu'ils puissent entrer en logement. Le projet, conçu avant tout diagnostic approfondi du bidonville concerné, s'est révélé inadapté à la situation de la majorité des habitants du bidonville (forte précarité, impossibilité de payer la sous-location des mobil-homes, etc.). Seulement une minorité de ménages (six) ont pu intégrer le site. Les autres habitants, anticipant l'expulsion de leur lieu de vie, ont reconstruit un bidonville à quelques centaines de mètres du précédent. Ce nouveau bidonville devant lui aussi faire l'objet d'une évacuation, ALM a de nouveau proposé le STI aux habitants, afin d'éviter l'expulsion sans solution pour une partie des ménages. Certains ménages dont la situation ou le projet ne correspondaient pas aux caractéristiques du STI n'ont pas pu intégrer le site et se sont réinstallés sur un terrain privé de la commune d'Avrillé en décembre 2024. Au vu de ces difficultés, les porteurs de la stratégie de résorption ont décidé de revoir la fonction du STI à partir de 2025, afin d'en faire un dispositif d'hébergement accompagné élargi, accessible sur candidature aux ménages vivant dans un bidonville du territoire angevin et ayant un projet de logement stable et réaliste.

RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES ET DES COMPÉTENCES DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS EN LIEN AVEC LES HABITANTS DES BIDONVILLES

Deux formations sur le public vivant en bidonville, notamment auprès des acteurs du département, ont été organisées.

Les diagnostics et observations de terrain réalisés par Trajectoires ont mis en avant l'existence de phénomènes d'emprise et de traite des êtres humains dans les bidonvilles, notamment de mariages forcés et d'exploitation économique de personnes travaillant dans le secteur agricole. Pour permettre une meilleure identification et prise en compte de ces phénomènes, Trajectoires a mené deux sessions de sensibilisation aux phénomènes d'exploitation et de traite des êtres humains pour les acteurs institutionnels et associatifs impliqués dans la politique de résorption des bidonvilles.





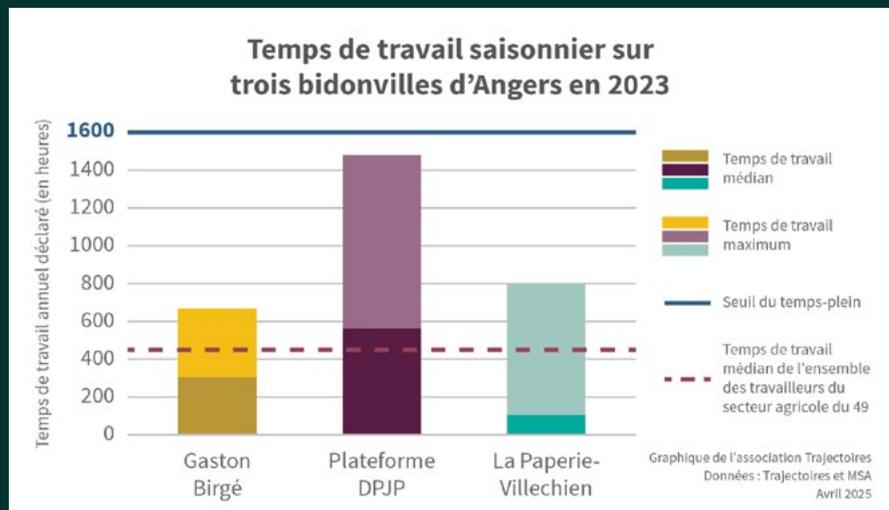
FOCUS : LANCEMENT D'UN DIAGNOSTIC SUR L'EMPLOI SAISONNIER AGRICOLE DANS LES BIDONVILLES D'ALM

La région angevine offre des opportunités économiques pour des ressortissants roumains qui s'installent notamment dans les bidonvilles. Afin d'avoir une vision plus complète de cette situation vis-à-vis de l'emploi, Trajectoires a proposé de réaliser un diagnostic sur le travail saisonnier des habitants des bidonvilles d'Angers Loire Métropole. Grâce à une convention signée avec la MSA et la DDETS, le parcours d'emploi d'une première cohorte de travailleurs saisonniers a pu être étudié. Les résultats montrent qu'une large majorité des personnes a eu un contrat saisonnier agricole en 2024 (85 % de l'échantillon), mais que les parcours d'emploi sont extrêmement divers :

- ✳ 59 employeurs différents dans 31 communes sont recensés.

- ✳ Certaines personnes (environ 15%) ne travaillent que pour un seul employeur tandis que d'autres (plus de 13%) ont eu 6 employeurs ou plus – et jusqu'à 12 employeurs différents
- ✳ Le volume moyen d'heures annuelles déclarées varie du simple au double selon les bidonvilles (577h pour DPJP-ardoisières, soit 0,3 ETP ; 211 h pour Paperie-Villechien, soit 0,1 ETP).

Les parcours d'emploi sont donc hétérogènes tout comme les situations des ménages, certains ne se projetant sur le territoire angevin que dans le cadre d'une migration saisonnière tandis que d'autres souhaiteraient s'installer durablement et accéder à un logement.



PERSPECTIVES 2025



Les actions menées seront poursuivies en 2025, en particulier la connaissance des bidonvilles, du territoire et de l'accompagnement des acteurs.

Trois grands axes de travail priorités :

- ✳ La poursuite de diagnostics sociologiques sur les bidonvilles.
- ✳ L'étude des parcours d'emploi des saisonniers agricoles vivant en bidonville.
- ✳ Le développement de la prise en compte de la traite des êtres humains et de son impact sur la persistance des bidonvilles.

Région Nouvelle Aquitaine, Bordeaux (33)

CONTEXTE LOCAL

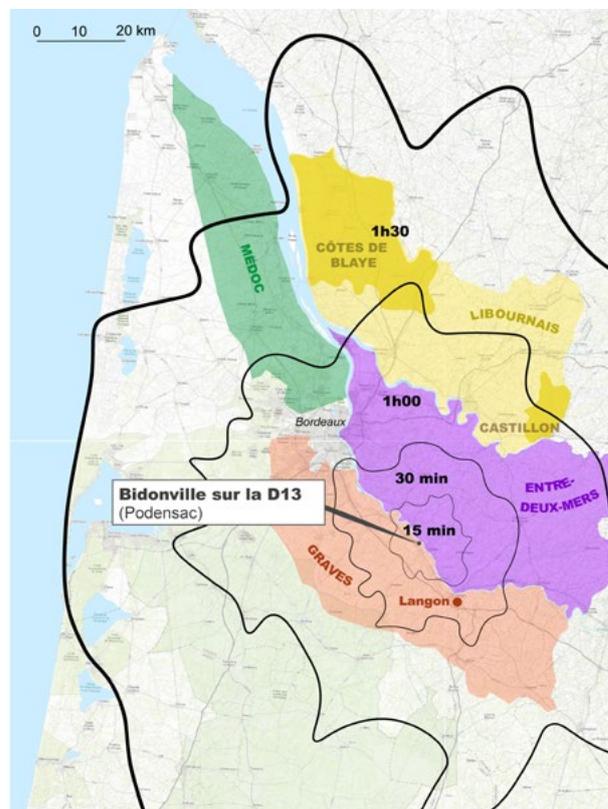
Depuis une quinzaine d'années, des populations bulgares et roumaines se sont installées en Gironde de manière pérenne. Un travail de médiation a été engagé avec le soutien de la DDETS et la ville de Bordeaux pour faciliter l'orientation vers le droit commun de ces populations. Depuis 2014, un groupe provenant du *judet* de Bacau s'inscrit dans une migration pendulaire entre la Roumanie et la Gironde, à des fins de travaux dans la vigne. À partir de 2018, le nombre de familles pratiquant cette migration pendulaire augmente fortement. Elles viennent deux à trois fois dans l'année pour des périodes courtes selon les besoins en main d'œuvre du secteur viticole. Ces arrivées (jusqu'à 600 personnes peuvent s'installer dans des bidonvilles) posent un certain nombre de difficultés (précarité, troubles à l'ordre public...) et complexifient de fait la mise en place d'une stratégie de résorption des bidonvilles dans le département. Les personnes construisent des abris temporaires et sommaires à l'aide de matériaux récupérés – palettes, bannières publicitaires, etc.. À la différence des autres groupes, ces familles qui ne viennent que quelques mois dans l'année et dans des situations de grande précarité, ne sollicitent pas l'accompagnement social. Enfin, elles semblent dépendantes d'intermédiaires qui organisent leur migration et les embauchent dans le secteur de la vigne.

Lieux d'installation entre mai et octobre 2024

L'importance des arrivées lors d'épisodes caniculaires (mai à juillet et fin août – début octobre) engendre un certain nombre de risques pour les populations (incendie, déshydratation) entraînant des évacuations régulières et des réinstallations.

Les habitants des bidonvilles doivent effectuer de longs trajets pour se rendre sur leurs lieux de travail. Ils changent régulièrement de secteurs selon les besoins de main-d'œuvre. Cette mobilité rend difficile l'accompagnement social de ces populations.

Distance entre les zones d'activités et la zone d'habitation (rue du professeur Dangeard)



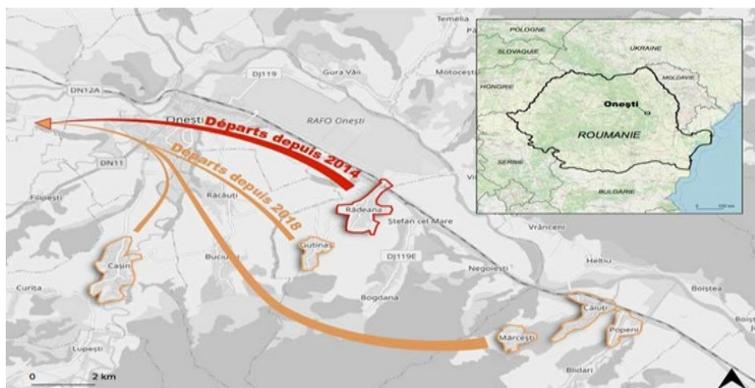
L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

Devant les difficultés de suivi de ces populations, l'association Trajectoires a été missionnée en fin d'année 2023 pour entreprendre une recherche-action sur cette migration spécifique et émettre des recommandations. L'étude s'est déroulée auprès de ces travailleurs, en Gironde et en Roumanie dans les communes d'origine. Elle a mis en évidence que l'ensemble de ces familles provient d'un nombre limité de villages autour de la commune de Radena (Roumanie). Cette zone, située en Moldavie roumaine est enclavée et à l'écart des grands axes de circulation.

Ce groupe se caractérise par des particularités sociologiques historiques fortes : même *vica* (lignée commune), unions endogames, etc. Le développement, ces 15 dernières années, de mouvements évangéliques a relé-

timé une hiérarchisation interne autour d'un pasteur et de certaines personnes influentes. Ces familles que nous appellerons « les recruteurs » ont profité de leur position pour mettre en place un fonctionnement qui, sous couvert d'un cadre légal, conduit à l'exploitation d'une grande partie des ménages. D'un côté, ces *recruteurs* servent d'intermédiaires pour obtenir des embauches auprès de divers prestataires du secteur viticole bordelais, de l'autre, ils profitent de l'absence d'autonomie de ces familles pour leur imposer de nombreuses commissions (location de cabane, transport sur les lieux de travail, achat obligatoire de produits auprès de l'épicerie clandestine, accompagnement pour l'ouverture de compte bancaire, etc.). Lors de la paie, les intermédiaires qui disposent des cartes de retrait du compte en banque

des personnes, prélèvent l'ensemble de ces frais avant de remettre la somme restante, en numéraire, aux saisonniers. Ainsi, malgré la dureté des conditions et la pénibilité du travail, beaucoup de familles se retrouvent, une fois rentrées en Roumanie, avec une somme allant de 150 à 300 euros.



Principaux services mis en place par les *organisateur*s en échange d'une rétribution

BIDONVILLE



- ⊕ Construction de cabanes par des tiers pour une durée limitée
- ⊕ Présence de petits magasins sur place et parfois d'une église
- ⊕ Organisation de certains départs vers la Roumanie

ACCOMPAGNEMENT



- ⊕ Chauffeurs assurant le transport jusqu'aux lieux de travail
- ⊕ Accompagnement pour des démarches administratives (compte en banque, etc.)

INTERMÉDIAIRES



- ⊕ Contrats de travail via des entreprises de prestataires
- ⊕ Tarif/h 9,16 €
- ⊕ Chefs d'équipe sur place servant de traducteurs et encadrant le travail

GESTION DE L'ATTENTE



- ⊕ Faible nombre de journées travaillées par mois
- ⊕ Proposition d'activité de ferraille en attendant d'aller sur des exploitations viticoles
- ⊕ Adolescents pouvant travailler dans les vignes (à partir de 15 ans)

ORGANISATION DU TRAVAIL

PERSPECTIVES 2025



Face à ce constat, plusieurs recommandations ont été émises. La principale concerne l'embauche des saisonniers, depuis la Roumanie, en lien avec l'AJOFM (équivalent roumain de France travail). Ce recrutement, depuis le pays d'origine, pourrait se faire en lien avec les entreprises prestataires, signataires de la charte employeurs mise en place par la Préfecture. L'étude montre que de nombreux pays, Allemagne, Espagne procèdent de la sorte afin de stopper ce système d'intermédiaires en :

- * sécurisant les contrats des travailleurs (nombre d'heures par semaine, rémunération, institution de référence en cas de difficulté),
- * organisant les conditions d'accueil (transport jusqu'aux lieux de travail, solutions d'hébergement, etc.),
- * empêchant l'embauche de mineurs sur des contrats de travail de personnes majeures.



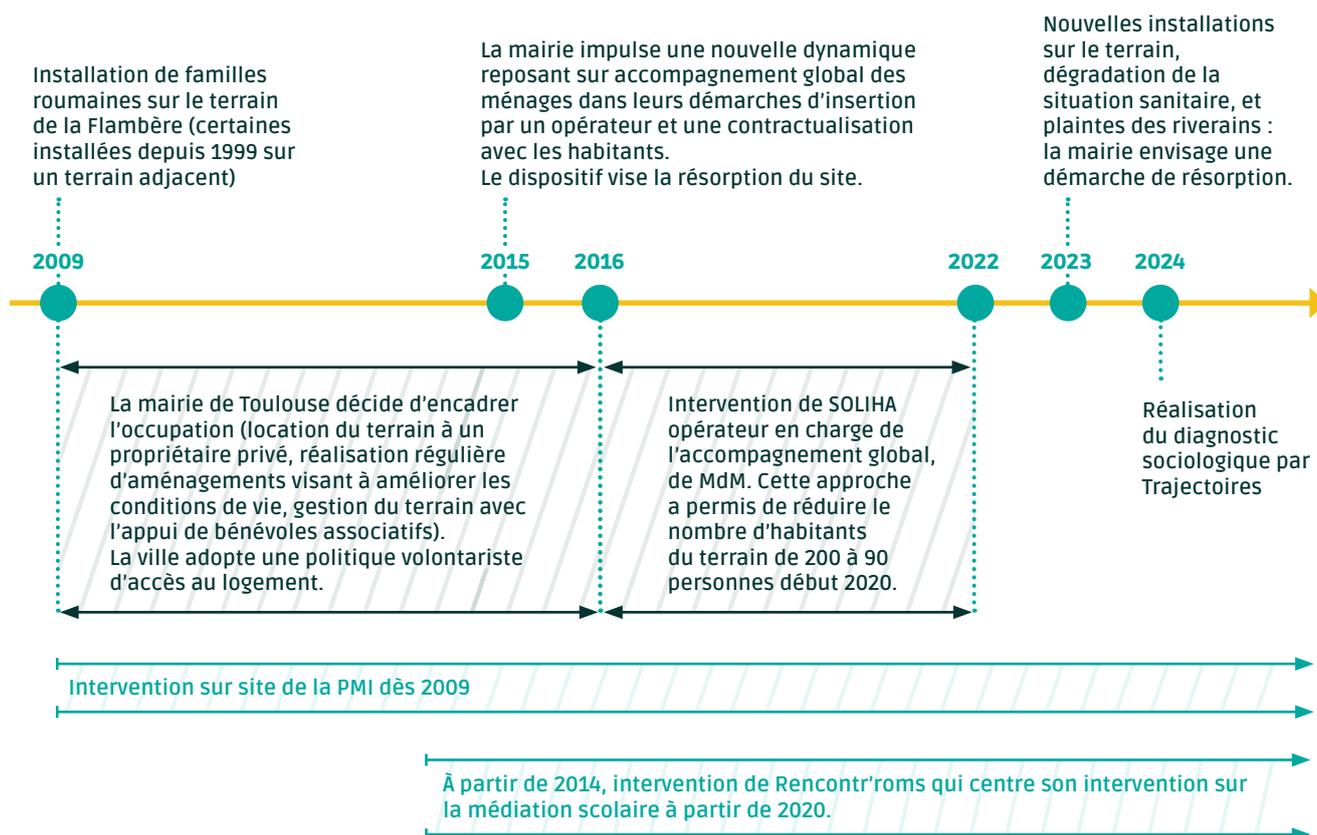
Région Occitanie, Toulouse (31)

CONTEXTE LOCAL

Le bidonville situé impasse de la Flambère à Toulouse est installé depuis 2009, ce qui en fait un des plus anciens bidonvilles de France. Ce terrain a fait l'objet d'interventions dès son installation.

Le terrain est situé en zone urbaine dense, il a peu de riverains directs, néanmoins des nuisances sont signalées régulièrement à la mairie.

Répères chronologiques



L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

Début 2024, Trajectoires a été mandatée conjointement par la DDETS de Haute-Garonne et la mairie de Toulouse pour effectuer un diagnostic sociologique du bidonville de la Flambère. La collecte de données a eu lieu entre janvier et mai 2024, la restitution du diagnostic a eu lieu le 3/07/2024 à la mairie, à la DDETS, à la sous-préfète chargée de mission Politique de la Ville et au Commissaire à la lutte contre la pauvreté auprès du préfet de région Occitanie.

Le diagnostic montre des liens forts existant entre les habitants de ce terrain, tous quasiment sont originaires de Barbulesti en Roumanie (hormis 4 ménages moldaves et 1 retraité français) et se connaissent avant l'arrivée en France.

Malgré un ancrage territorial fort et une présence ancienne (56 % des adultes sont présents en France depuis plus de dix ans), seuls 43 % déclarent être accompagnés, 60 % des habitants mentionnent des droits ouverts à l'assurance maladie et un tiers des droits ouverts à la CAF. Concernant l'insertion professionnelle, 24 % des adultes

indiquent avoir une activité déclarée (75 % des contrats de travail sont des contrats à temps partiel restreint). Ces données sont à mettre en regard avec l'arrêt de l'intervention sur le mode de l'aller-vers de l'opérateur social et la difficulté d'accès pour ces habitants aux structures de droit commun, notamment du fait d'une maîtrise insuffisante de la langue française (en effet, 45 % des adultes sont allophones).

Le taux de scolarisation, quant à lui, est élevé (83 % des enfants sont scolarisés et pour la plupart assidus) ce qui peut être attribué à la continuité de l'action de médiation scolaire. Si les deux tiers des ménages souhaitent quitter le terrain, la plupart rencontrent néanmoins des freins liés notamment à une maîtrise insuffisante du français, à un manque d'expérience professionnelle attestée, à une situation d'extrême précarité. Un tiers des ménages ne parvient pas à se projeter hors du terrain du fait de l'absence de perspectives d'insertion par le travail (principalement en raison de leur âge, de leur état de santé ou de leur statut administratif) qui les rendent dépendants au terrain et à la famille.

Les groupes familiaux présents sur le site de La Flambère



- Sur le terrain vivent :**
- ⊗ 42 ménages (soit 154 personnes, dont 78 mineurs)
 - ⊗ 4 groupes familiaux étendus
 - ⊗ 2 familles élargies de 3 générations
 - ⊗ 10 ménages disent n'avoir aucun lien de parenté avec des personnes du terrain

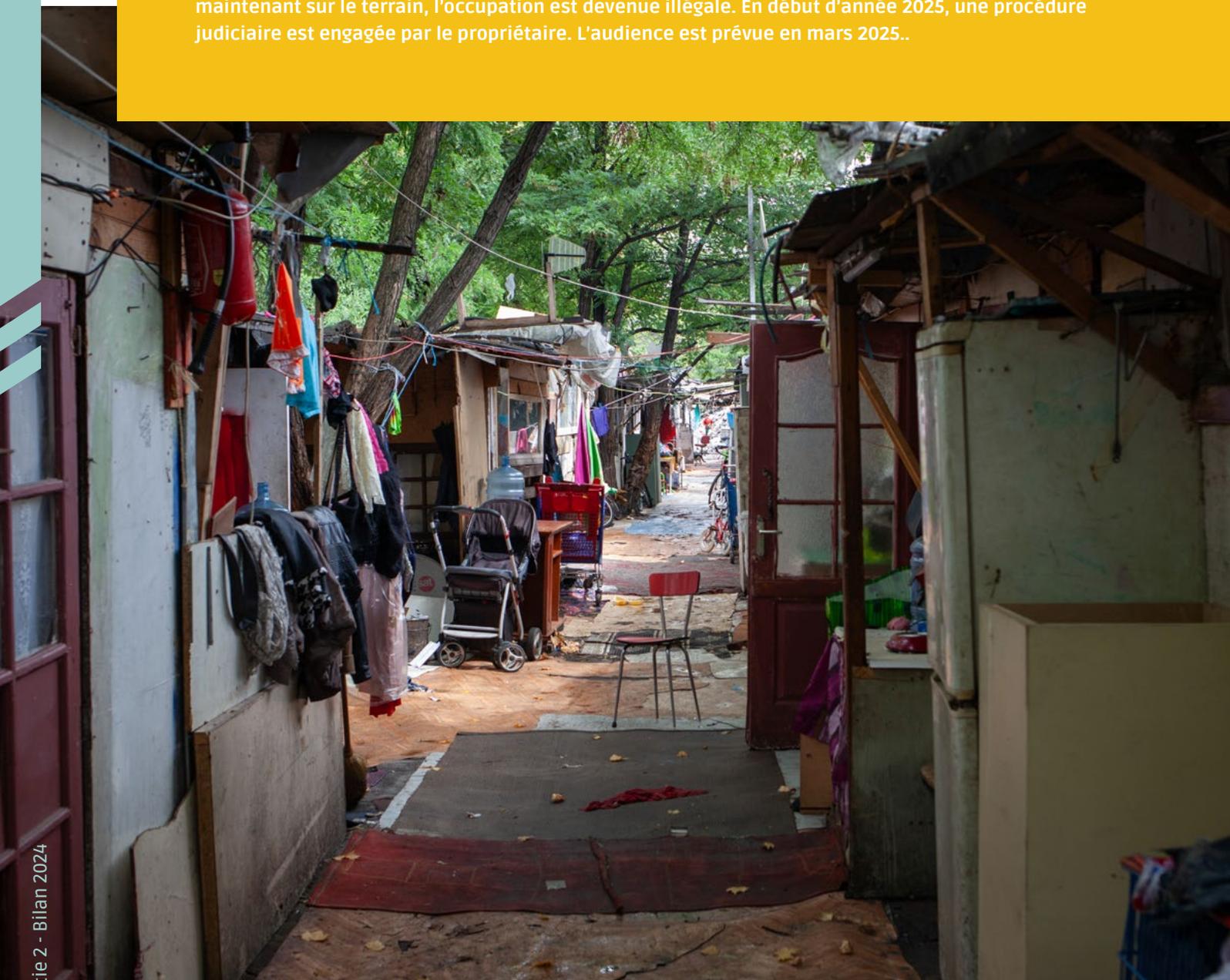
PERSPECTIVES 2025



Au regard du diagnostic et de l'intention de la mairie de fermer à terme le terrain, un projet de résorption durable reposant sur un accompagnement de l'ensemble des habitants dans un projet de sortie du terrain sur une durée restreinte (de 12 à 18 mois) est jugé envisageable et a été préconisé. Une typologie des profils d'insertion établie à partir des données collectées devrait permettre d'adopter une stratégie et des modalités d'accompagnement différenciées des habitants.

À la suite de la restitution du diagnostic, un temps de travail conjoint Trajectoires-mairie-DDETS afin de définir les orientations et d'envisager les modalités d'accompagnement des habitants au regard des besoins identifiés était prévu, mais n'a pas été mis en œuvre.

En septembre 2024, la mairie adoptait une délibération actant la fermeture administrative du terrain (fin de la location) fin 2024, suivie d'une mise en demeure de quitter les lieux. Les habitants se maintenant sur le terrain, l'occupation est devenue illégale. En début d'année 2025, une procédure judiciaire est engagée par le propriétaire. L'audience est prévue en mars 2025..



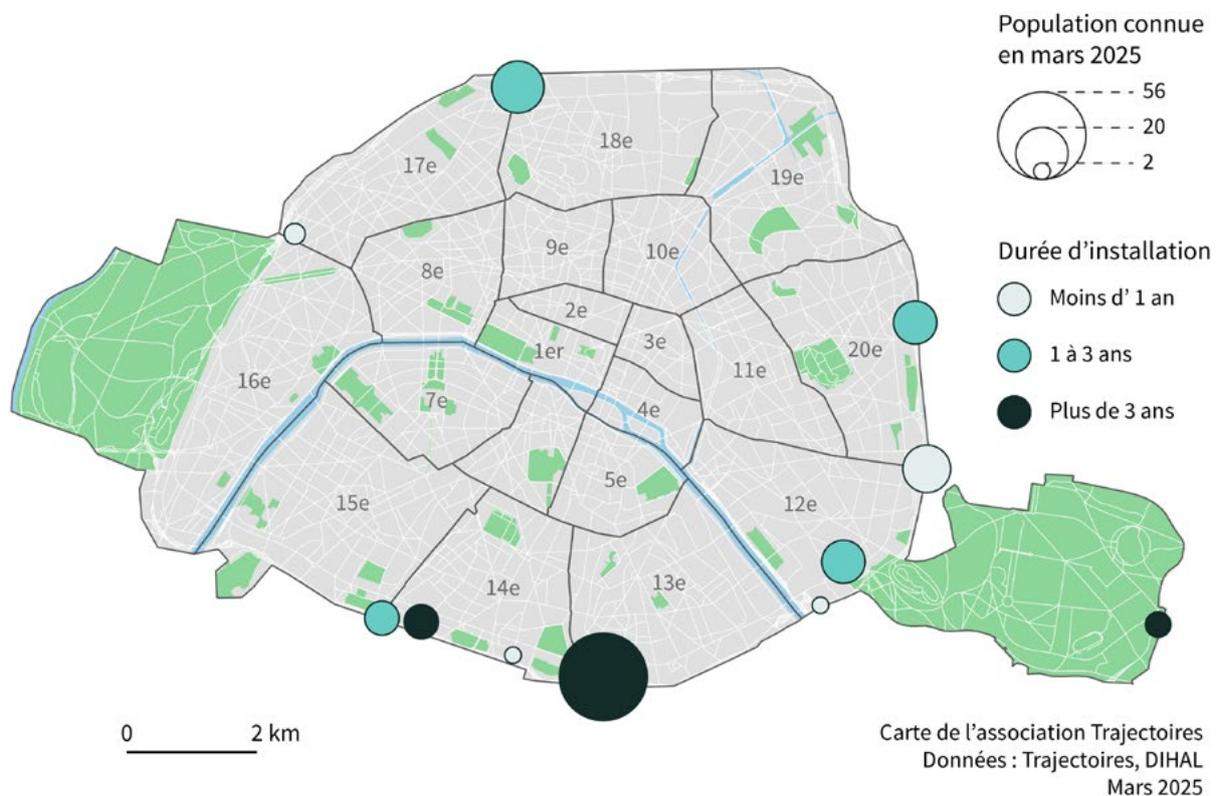
Région Île-de-France, Paris (75)

CONTEXTE LOCAL

Le territoire parisien compte 11 sites dans lesquels vivent **160 ressortissants communautaires** (dont 42 enfants). Les habitants de ces sites pour la plupart sont présents sur le territoire parisien depuis plus de dix ans. Les sites sont principalement localisés sur le pourtour de

la ville. Deux sites, propriété de la ville de Paris, se trouvent en Seine-Saint-Denis (le long des berges des canaux). Ce sont majoritairement de petites installations, un tiers des sites ont moins d'un an d'existence, le plus ancien dix.

Répartition, population et ancienneté des bidonvilles de Paris



L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

En octobre 2024, Trajectoires a été mandatée par la DRIHL de Paris en lien avec la Mairie de Paris pour réaliser une mission de diagnostic et d'appui à la décision et à la mise en œuvre de la politique de résorption.

Dans un premier temps, l'intervention de Trajectoires a été fléchée sur le bidonville du cimetière de Gentilly, installé depuis 2018. À partir de 2021, un accompagnement global sur ce site a été proposé par l'Unité d'Assistance aux Sans Abri (UASA) et l'association ACINA (Accueil Coopération Insertion pour les Nouveaux Arrivants) aux habitants volontaires. Les bénévoles du Secours Catholique assuraient une présence sur le terrain.

Les intervenants constataient que peu d'habitants investissaient de manière suivie l'accompagnement et que très peu avaient un réel projet d'insertion. Par ailleurs, des phénomènes d'emprise et/ou d'exploitation étaient suspectés.

Trajectoires a entrepris un diagnostic sociologique. La collecte de données a été réalisée entre octobre et décembre 2024, 25 ménages (soit 56 habitants, dont 40 adultes et 16 mineurs) ont été identifiés.

Des entretiens spécifiques ont été menés avec chacun des ménages. Certains n'étaient pas connus des acteurs (absents lors des passages, refus de contact ou d'accompagnement, arrivée récente sur le site). Le diagnostic a permis d'apporter des éléments de compréhension des situations et des parcours complémentaires aux informations connues par les intervenantes. Il a notamment mis en lumière les rapports de domination au sein du bidonville.

Les informations collectées permettront d'élaborer pour chaque ménage un projet adapté de sortie du terrain et/ou d'insertion, prenant en compte la nécessité de protection des personnes le cas échéant.



PERSPECTIVES 2025



L'analyse des données et la restitution du diagnostic du bidonville du cimetière de Gentilly auront lieu début 2025 et seront présentées dans le prochain rapport d'activité.

En 2025, Trajectoires accompagnera la ville, la DRIHL et les acteurs associatifs pour la mise en œuvre du protocole de fermeture du site (comportant l'accompagnement et la sécurisation de l'orientation des habitants), ainsi que d'un dispositif d'insertion en direction des habitants de ce bidonville.

Région Île-de-France, Département du Val-de-Marne (94)

CONTEXTE LOCAL

Fin 2024 : sur la plate-forme de résorption des bidonvilles sont recensés 25 sites dans lesquels vivent **372 habitants**.

La stratégie départementale de résorption du Val-de-Marne a été lancée en 2021, elle repose sur la réalisation préalable de diagnostics et la mise en œuvre d'un accompagnement ciblé des habitants, et lorsque cela est possible, d'une stabilisation temporaire de sites. Fin 2023, l'intervention s'est déployée sur des sites dits « intermédiaires » (devant faire l'objet d'une évacuation) sans lisibilité en termes de durée d'intervention.

Troisième année de mise en œuvre, 2024 aura été également marquée par le contexte particulier du fait de la tenue des JO, qui a mobilisé l'ensemble des services de l'État. Nous avons pu également constater la raréfaction des places de mise à l'abri et d'hébergement. Des évacuations de sites en proximité de la zone de sécurité (quais de Seine) ont eu lieu.

Début 2025, la préfecture annonce qu'elle ne souhaite pas que des stabilisations temporaires de sites soient engagées dans le cadre de la stratégie. Cette orientation remet en cause le cadre précédemment posé et pourrait à terme conduire à une sortie de la logique de résorption en faveur d'une logique de sortie individuelle des lieux d'habitat précaire bidonville.



LA STRATÉGIE DE RÉSORPTION DES BIDONVILLES DU VAL-DE- MARNE EN 2024

Le pilotage et la coordination sont assurés par la DRIHL94.

Quatre opérateurs interviennent : Trajectoires est en charge d'une action en direction des villes, de repérages et diagnostics de sites, et vient en appui aux services de l'État; Emmaüs Solidarité effectue l'accompagnement global des ménages : les PEP94 assurent la médiation scolaire; Solidarité internationale intervient sur l'accès à l'eau et l'amélioration des conditions de vie.

En 2024, l'action sur site a concerné huit lieux de vie (dont trois fermés au cours de l'année). L'accompagnement a touché cinquante-sept ménages (soit 333 personnes), parmi lesquels des ménages à l'hôtel (dans le cadre de la continuité d'un accompagnement préalablement engagé ou d'une mise à l'abri suite à expulsion).



L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

L'action de Trajectoires sur le département en 2024 comporte 4 volets :

1. Action en direction des communes

Ce volet de notre intervention fait suite au constat que sur le département seules trois villes sont engagées dans la stratégie. Or les villes sont des actrices majeures de la résorption des bidonvilles.

Ainsi, en 2024, les 47 villes du département ont été contactées via les directions des CCAS. Un travail a été engagé avec 14 communes. Une fiche de renseignement de sites élaborée avec la DRIHL leur a été transmise. Des démarches sont en cours avec 11 autres villes.

Les échanges avec les CCAS ont montré qu'ils ont peu de visibilité sur la présence de lieux d'habitat précaire sur leur territoire et doivent se rapprocher d'autres services. Deux villes, Ivry-sur-Seine et Vitry-sur-Seine, font état d'une connaissance fine des sites présents sur leurs terri-

Situation de la stratégie départementale de résorption des bidonvilles dans le Val-de-Marne en 2024



Carte et données de l'association Trajectoires, mars 2025

toires. Treize des collectivités ont manifesté leur volonté de participer à l'action de sensibilisation à la stratégie de résorption des bidonvilles portée par Trajectoires. Certaines, confrontées au cycle des évacuations/réinstallations, souhaitent échanger sur ces questions avec les autres villes afin d'engager une réflexion à échelle du territoire. Ce travail se poursuivra en 2025.

2. Identification et diagnostics de sites

Les actions de repérage et de diagnostic ont concerné 73 ménages, soient 208 personnes.

Neuf visites de repérage ont été effectuées sur 4 bidonvilles et 5 squats, ainsi qu'un arpentage avec la ville d'Ivry-sur-Seine. Les sites sur lesquels ont été effectués ces repérages sont pour les deux tiers de petits sites familiaux. Les habitants expliquent que l'installation de «grands sites» est de plus en plus difficile (veille et intervention précoce de la police), alors que les petites installations familiales si elles restent de petite taille sont davantage tolérées. Ce qui confirme le constat de dispersion et de réduction de la taille des installations. Ces petites implantations sont aussi une stratégie pour échapper aux intermédiaires qui imposent des taxes d'occupation aux habitants.

Un diagnostic a été effectué sur un bidonville et deux squats, comptant 18 ménages, soit 49 personnes, dont 18 mineurs. Un des sites a été évacué avant la fin du diagnostic. Pour les deux autres, la restitution aux villes et aux services de l'État aura lieu en 2025.

3. L'appui des services de l'État dans la mise en œuvre d'une stratégie de résorption

Trajectoires a été en lien constant avec la DRIHL (remontrées d'informations, examen de l'opportunité d'engager des actions et leurs modalités de mise en œuvre, suivi des interventions en cours, appui à la coordination opérationnelle), ainsi qu'avec les autres opérateurs.

Afin de reposer des bases d'intervention partagées, une formation sur le thème : «les habitants des bidonvilles, qui sont-ils?» a été proposée aux opérateurs, l'objectif étant de permettre aux intervenants de mieux comprendre les spécificités du public accompagné, en termes de parcours et de freins spécifiques en vue d'ajuster l'accompagnement.

4. La mission d'appui au dispositif «Le Village de l'Espoir»

Le Village de l'Espoir, dispositif de relogement mis en place en 2015 dans le cadre de la résorption du bidonville Truillot à Ivry-sur-Seine, fait partie intégrante des outils mobilisables dans le cadre de la stratégie de résorption des bidonvilles. Cette mission d'appui proposée par la DRIHL, fait suite à des constats partagés par la DRIHL et Alteralia à savoir : un manque de fluidité au sein du dispositif, des difficultés à maintenir le cadre avec certaines familles. L'intervention de Trajectoires est venue compléter le travail engagé par l'équipe et a participé à la redéfinition du cadre du dispositif, prenant en compte les spécificités des parcours des résidents.

PERSPECTIVES 2025



En 2025, Trajectoires participera avec la DRIHL et les opérateurs à la redéfinition du cadre de la stratégie, de manière à prendre en compte les ajustements successifs.

Nous renforcerons le travail engagé avec les villes (notamment par la mise en œuvre des actions de sensibilisation), et poursuivrons le recensement de sites. En lien, avec la DRIHL, nous accompagnerons la mise en œuvre d'interventions ciblées.

Région Île-de-France, Département des Yvelines (78)

CONTEXTE LOCAL

Fin 2024, **plus de 200 personnes** vivaient dans une douzaine de sites, dans des bidonvilles ou dans des squats.

L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

Trajectoires intervient depuis près de cinq années dans le département. L'objectif de l'intervention est double :

- ✦ Mener des diagnostics sociaux des bidonvilles afin d'enclencher une stratégie de résorption la plus adaptée au territoire.
- ✦ Appuyer l'opérateur en charge de l'accompagnement social, Equalis.

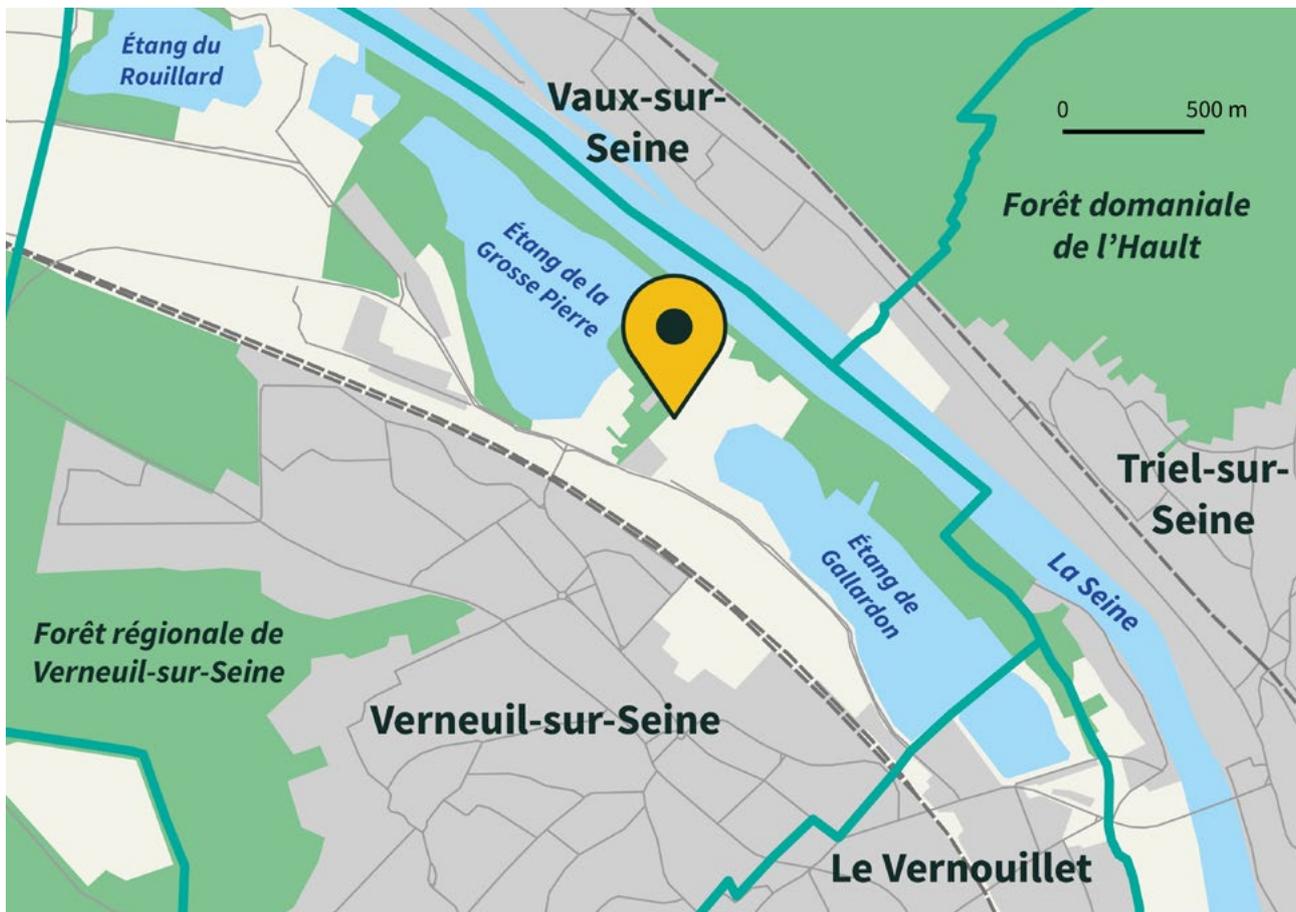
Suite à une demande de la DDETS des Yvelines, une réactualisation du diagnostic a été menée dans un bidonville fin 2024 à proximité de la base loisirs de Verneuil-sur-Seine.

Lors de notre diagnostic établi fin novembre 2024, le nombre d'habitants avait peu augmenté : 78 personnes contre 69 un an auparavant. Seuls 4 couples sans enfants et un homme seul sont venus s'installer en cours d'année 2024 dans le bidonville.

Si les situations sociales étaient hétérogènes, l'écart entre les familles s'est accentué, mettant en lumière la coexistence de deux groupes. L'un est proche de l'insertion, uni par des liens familiaux. Il impose ses règles à l'autre groupe caractérisé par une forte précarité et une dépendance au groupe « dominant ». Quelques personnes profitent aujourd'hui d'une position privilégiée auprès d'un employeur, ou pour demander une contrepartie financière aux candidats à l'emploi. Elles jouissent

d'une aura importante du fait de leur ancienneté sur le territoire ou du fait de leur emploi (certains en CDI dans les principales entreprises employeuses), ou encore du fait de leur statut de représentants communautaires ou religieux, qu'ils leur confèrent une certaine autorité sur les autres familles. La pratique semble très organisée et est associée à d'autres formes de pression ou d'emprise comme le prélèvement de loyer, la rémunération contre transport, la rémunération pour l'accompagnement à l'ouverture de droits, etc. Les familles victimes sont condamnées à accepter ce système, ne peuvent s'affranchir de cette dépendance et sont donc dans l'impossibilité de se projeter dans un parcours d'insertion.

L'une des conséquences est que les projets d'insertion, formulés par les différents ménages, sont très différents. 1/3 des familles sont assez ou complètement autonomes dans leurs démarches, ont leurs droits de base ouverts, maîtrisent correctement ou parfaitement le français et s'inscrivent dans un parcours d'insertion classique par le logement. Les deux autres tiers sont dans des stratégies de survie économique et ne peuvent se projeter que difficilement dans un parcours d'insertion en France. Un autre chiffre illustre cette dichotomie du bidonville : 55% des habitants sont présents dans le département des Yvelines depuis au moins 10 ans, quand certains sont arrivés depuis seulement quelques mois.



La problématique de la traite des êtres humains est un élément central à prendre en compte dans l'inscription ou non des familles dans un parcours d'insertion. Sa canalisation doit en être un objectif pour l'ensemble des partenaires œuvrant à la résorption des bidonvilles, elle nécessite l'intervention des acteurs de la chaîne judiciaire et policière et des acteurs agissant dans le champ de l'accompagnement social dans les bidonvilles et dans les dispositifs d'insertion actuels et futurs.

De plus, le diagnostic met également en évidence la nécessité de travailler à la fois sur des solutions de logement « classiques » et sur des alternatives durables, telles que les aires d'accueil, les terrains familiaux ou locatifs, le logement saisonnier, etc., afin d'offrir des options viables et durables, permettant l'inclusion et le respect des particularités des populations concernées.

PERSPECTIVES 2025



Le site a été évacué en début d'année 2025 à la suite d'un arrêté municipal d'expulsion. À ce jour, nous ne savons pas où les habitants ont pu se réinstaller.

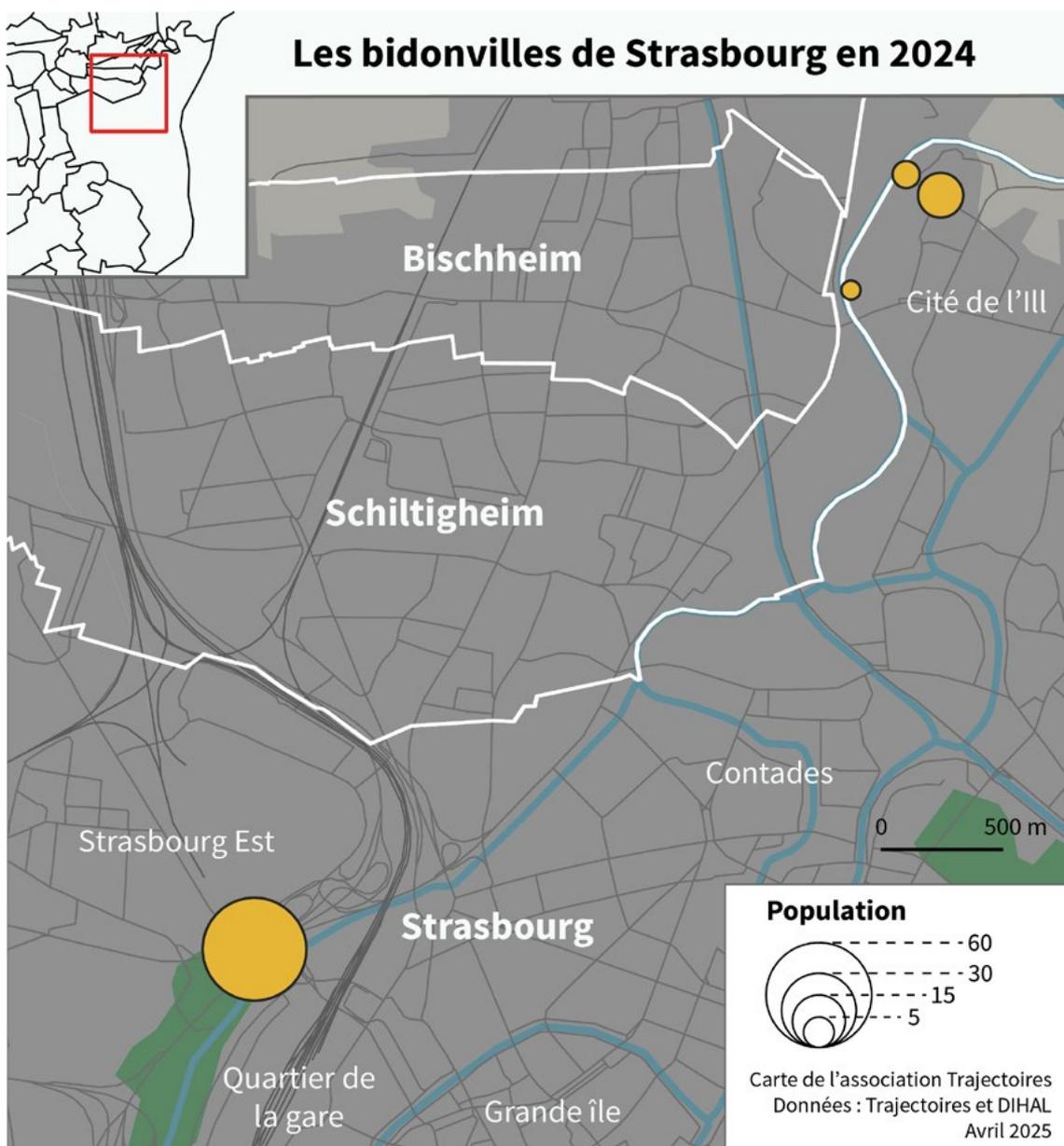


Région Grand-Est, Strasbourg (67)

CONTEXTE LOCAL

En 2023, le département du Bas-Rhin compte 4 bidonvilles, occupés par **75 personnes** recensées sur la plate-forme de résorption des bidonvilles.

Ces bidonvilles se trouvent à Strasbourg (installations de la cité de l'Ill et bidonville de la gare aux marchandises à Cronenbourg). En 2023, la ville a souhaité s'engager dans un projet de résorption de ces sites.



L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

Trajectoires a été mandatée par les services de l'État pour effectuer un diagnostic qui devait permettre d'affiner la connaissance de la situation et des parcours des habitants, des dynamiques collectives, afin d'envisager les conditions de la fermeture du terrain, les possibilités d'orientation des ménages, et d'évaluer l'opportunité et les modalités d'une ouverture d'Espace Temporaire d'Insertion. Le diagnostic sociologique a été réalisé entre décembre 2023 et mars 2024.

Les installations de la cité de l'Ill sont composées de trois petits sites isolés, dans lesquels les conditions de vie sont extrêmement précaires. Sur les six ménages rencontrés (soit 17 personnes), cinq expriment une demande d'accompagnement social et d'orientation vers un hébergement.

Le bidonville de la gare aux marchandises est installé sur un terrain bordé par des axes routiers, les conditions de vie y sont très précaires. Trente-trois ménages (composés de quatre-vingt-dix-neuf personnes) ont été rencontrés. Le diagnostic montre qu'un tiers des ménages est installé de manière continue sur le terrain, que deux tiers pratiquent la migration pendulaire, et qu'une famille exerce un contrôle sur une partie des familles. Par ailleurs, très peu de ménages ont engagé des démarches d'ouverture de droits et/ou d'insertion (à mettre en lien avec le manque d'autonomie de ces personnes : la majorité des personnes est allophone, la quasi-absence d'intervention sur le terrain, la migration pendulaire, et le contrôle exercé sur ce terrain entravant l'engagement de démarches). Seuls deux ménages sont proches de l'accès au logement, et trois ménages sont proches d'une insertion par l'emploi et le logement.

Lors de la restitution du diagnostic, la préfecture, faisant état des conditions de vie dégradée et de la quasi-absence de démarches d'insertion réalisées par les habitants, fait part de sa décision de fermer sous un mois le bidonville de Cronembourg et propose qu'après examen des situations, les ménages rentrant dans les critères d'accès au logement soient orientés vers le logement autonome et les autres vers des solutions d'hébergement d'urgence. L'expérience ayant montré que les propositions d'hébergement d'urgence ne sont pas adaptées à ces familles et qu'à terme, elles retournent dans des lieux de vie informels, la ville maintient un projet de résorption du bidonville et parvient à obtenir un délai jusqu'à la mi-juin.

Le projet de résorption porté par la ville, s'appuyant sur le diagnostic, prévoit des orientations de relogement différenciées des ménages. En effet, il est apparu qu'un transfert de tous les habitants du bidonville vers l'ETI (Espace Temporaire d'insertion) n'était pas envisageable, le risque étant la transposition des rapports de domination à l'œuvre sur le terrain (ce qui risquait de compromettre l'accompagnement).

Il est convenu que la ville prenne à sa charge l'ouverture d'un Espace Temporaire d'Insertion, et l'État la recherche de solution de relogement en diffus. Si la ville avait avancé dans le projet d'ouverture d'un ETI, le projet n'était pas finalisé. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'appui temporaire de Trajectoires à la mairie de Strasbourg. Cette situation nous a permis de développer une méthodologie qui, prenant appui sur les données issues du diagnostic et les caractéristiques du contexte, inclut une phase d'élaboration et de formalisation du dispositif de relogement, ainsi qu'une préparation des orientations avec les habitants. Cette approche a fait ses preuves. Ainsi, dans un temps très contraint, tous les ménages sauf un acceptent la proposition qui leur est faite.

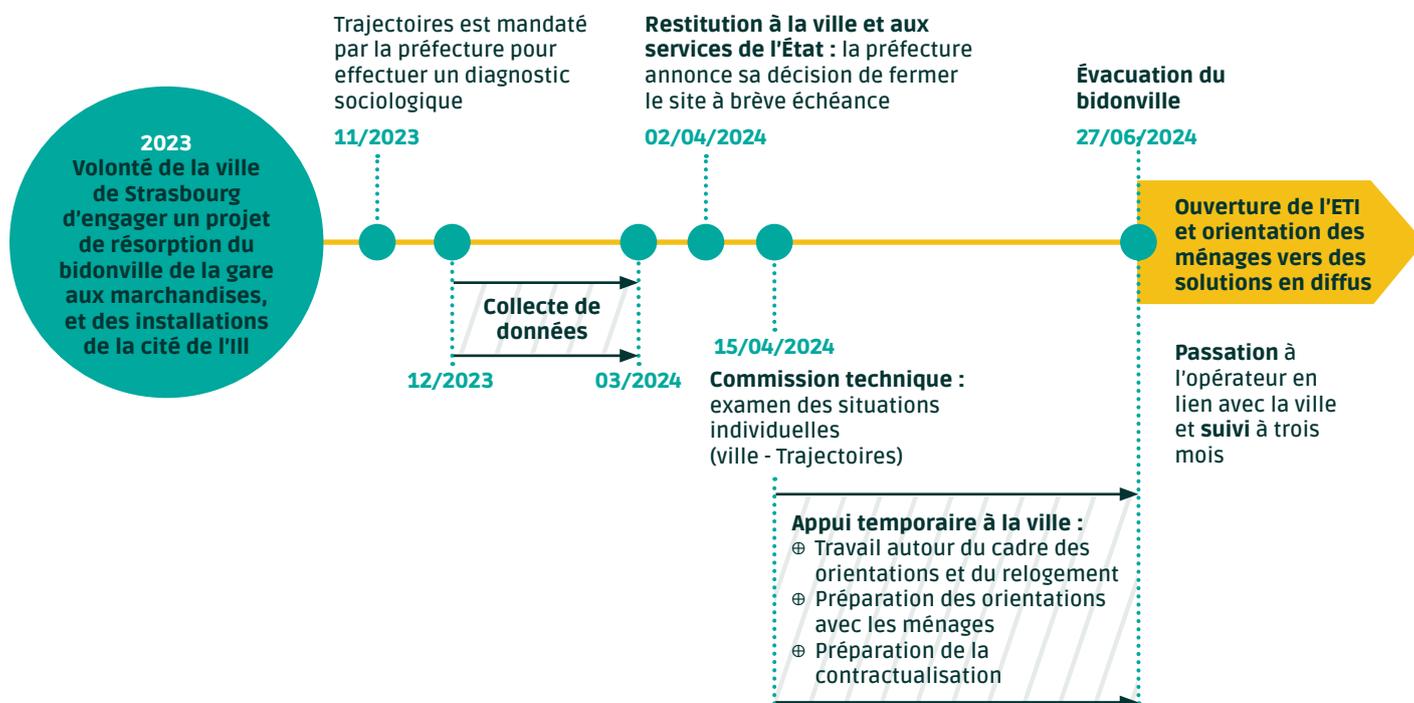
Au total, en incluant les ménages de la cité de l'Ill, onze ménages ont été orientés vers l'Espace Temporaire d'Insertion, six ménages vers des solutions de relogement en diffus, et un ménage a été mis à l'abri au regard de son incapacité à s'engager dans un projet d'insertion du fait de sa vulnérabilité (âge et problématique de santé).

Cette expérience a néanmoins rencontré des écueils liés :

- * au calendrier extrêmement contraint ne permettant pas de travailler en amont avec l'opérateur sur le cadre du dispositif et les projets d'accompagnement des ménages ;
- * à la mobilisation tardive des services de l'État dans la recherche de solutions de relogement en diffus : les solutions proposées ont été connues peu de temps avant l'évacuation, ce qui n'a pas permis de lever les réticences de certains ménages et a contribué à provoquer de la méfiance et un sentiment d'insécurité chez les ménages concernés. Sur les six ménages orientés, deux se sont maintenus ;
- * à la dynamique à l'œuvre sur le terrain (le groupe en position dominante tentant d'imposer l'orientation de tous les ménages vers l'ETI et à défaut d'empêcher les ménages orientés d'accepter les propositions).

Cette expérience montre également des lignes de force qu'est la volonté politique réaffirmée de la ville de Strasbourg de porter un projet de résorption, la fluidité de la collaboration entre la ville et Trajectoires, la méthodologie proposée qui a permis :

- ✳ de sécuriser les ménages et les orientations,
- ✳ d'inscrire la démarche dans un parcours d'insertion,
- ✳ de favoriser l'adhésion des ménages les plus précaires à l'orientation vers l'ETI et leur accompagnement dans un projet d'insertion.



Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marseille (13)

CONTEXTE LOCAL

Dans le département des Bouches-du-Rhône, une quarantaine de bidonvilles sont recensés, dont une trentaine à Marseille. Cela représente près de **1300 personnes**. Bien que des populations d'Europe de l'Est y soient pré-

sentes depuis de nombreuses années, certains groupes familiaux, de nationalité bulgare, serbe ou albanaise, sont peu connus par les acteurs mandatés pour intervenir auprès des habitants des bidonvilles.

L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

C'est dans cette perspective qu'en 2024, Trajectoires est intervenue, à la demande de la DDETS des Bouches-du-Rhône, afin d'établir un diagnostic concernant deux bidonvilles occupés par des ressortissants bulgares.

25 ménages vivent dans deux bidonvilles situés à 3 kilomètres de distance. Les familles, de nationalité bulgare, sont originaires d'un territoire d'une cinquantaine kilomètres carrés à proximité de la ville de Lukovic, située au nord-ouest de la Bulgarie. Bien que 85 % de ces ménages soient présents depuis plus de 3 ans à Marseille, ils sont peu accompagnés socialement par les acteurs associatifs mandatés. Ainsi, un seul foyer était domicilié administrativement et bénéficiait de l'Aide Médicale d'État.

Ce diagnostic mettait en lumière la nécessité de mieux structurer et de coordonner l'accompagnement social auprès des populations vivant en bidonvilles dans la cité phocéenne, en procédant en urgence à l'ouverture de droits essentiels (domiciliation administrative, AME...) et en renforçant l'aller-vers dans ces lieux, et de développer, dans un second temps, des stratégies d'insertion sociale adaptée au public.

Enfin, alors qu'une trentaine d'enfants vivant sur ces deux terrains étaient très peu scolarisés et pratiquaient la mendicité, et ce sur des plages horaires importantes, aucune action n'avait été entreprise. Rappelons qu'en

France, les mesures prises pour lutter contre la mendicité infantile s'intègrent dans la stratégie globale de protection de l'enfance et d'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Toute mesure de protection de l'enfance débute par le recueil d'une information préoccupante ou par un signalement. Trajectoires a préconisé une approche sociale en proposant de développer :

- ✳ des dispositifs de soutien aux familles et à la parentalité,
- ✳ une amélioration des conditions de vie des enfants,
- ✳ un travail avec les autorités bulgares, pour les familles pouvant être en migration pendulaire.

Trajectoires a restitué ses travaux le 29 juillet 2024 en présence de nombreux acteurs : la DDETS des Bouches-du-Rhône, la mairie de Marseille, et de nombreux acteurs associatifs (MDM, ADDAP, AMPIL, Solidarités International, Just, Evolio, Rencontres tsiganes...).

PERSPECTIVES 2025

À ce jour, Trajectoires n'a pas été mandaté par la DDETS des Bouches-du-Rhône concernant l'ensemble des actions proposées.

Région Sud, Nice (06)

CONTEXTE LOCAL

Depuis 2021, Trajectoires intervient dans les Alpes-Maritimes afin d'établir une cartographie des différentes formes d'installations : bidonvilles, squats ou camions. Bien que peu de populations d'Europe de l'Est s'installent dans ce département, les profils et les origines géographiques sont hétérogènes. Sont ainsi présents des citoyens de Bosnie, de Roumanie et de Bulgarie.

Si depuis 2022, il n'existe plus de bidonvilles dans le département, des squats y sont recensés. En 2024, Trajectoires a été missionnée concernant la situation de familles roumaines vivant depuis plusieurs années dans la commune d'Antibes, dans des squats, des voitures ou des caravanes isolées.

Site à Antibes d'installation des familles

Parking Carrefour :
Départ des familles
juin-juillet 2024

Maison Carrefour :
Expulsion le 29/07/2024

Parking Biocoop :
Réinstallation des
familles en août 2024

Maison « des combes »
Identifiée en juillet 2024



L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

Le diagnostic mené a mis en lumière que la dizaine de familles présentes, sur la commune d'Antibes, était originaire de la commune de Barbulesti en Roumanie et possédait des liens de parenté. Cette proximité pouvait expliquer l'adoption d'une stratégie commune de maintien en squat ou en rue et de refus de l'accompagnement social proposé par l'ALC Nice et le Centre communal d'action sociale (CCAS d'Antibes). Or, au cours de nos entretiens, le rejet supposé des familles des propositions d'hébergement n'était pas manifeste. Au contraire, les

familles cherchaient à s'inscrire dans un projet d'insertion. Plusieurs d'entre elles travaillent, possèdent un bon niveau de français et souhaitent intégrer un logement. Au fil du diagnostic, l'absence d'adhésion aux propositions d'accompagnement social s'est avérée être liée à la présence d'intermédiaires incitant les familles à refuser les propositions institutionnelles. L'objectif était de les maintenir dans un lien de dépendance afin de leur imposer des contreparties financières pour l'accès aux squats, le travail informel, la prise de rendez-vous administratifs.

PERSPECTIVES 2025



Le diagnostic effectué a permis d'évaluer la capacité d'insertion des familles, le type d'accompagnement à mettre en place pour y parvenir et d'identifier les principaux freins. Un travail spécifique d'information des familles, à travers des séances de discussions communes et des entretiens individuels a été mené par Trajectoires et ALC Nice afin de les aider à sortir de ce qu'elles percevaient comme un conflit de loyauté. Certaines ont alors décidé d'accepter les propositions qui leur avaient été faites. Ce changement et les conséquences concrètes des refus ont permis de lutter contre la relation d'emprise instaurée sur l'ensemble du groupe familial. En effet, les familles ayant refusé les solutions d'hébergement ont réalisé que malgré ce qui leur avait été promis par les intermédiaires, elles se sont retrouvées à la rue et n'ont pu bénéficier d'un accompagnement social.

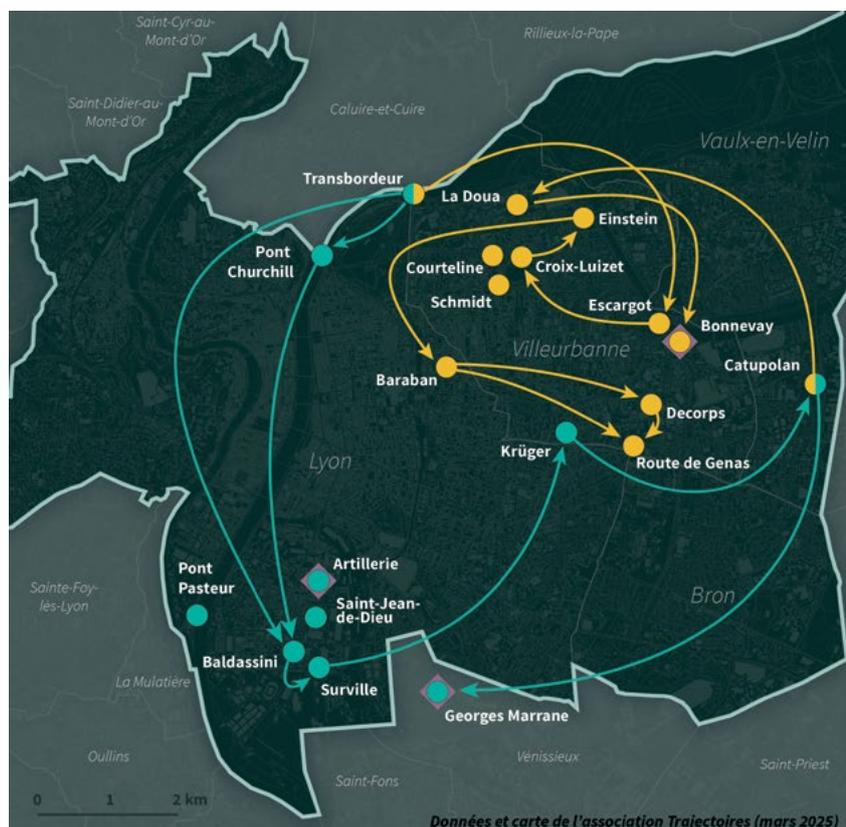
En parallèle de ce travail, Trajectoires a continué de sensibiliser les acteurs du département. La restitution du diagnostic a été suivie d'un temps de formation auprès de l'ensemble des acteurs sociaux en contact avec ces populations. L'objectif était de leur permettre de distinguer les différentes populations présentes sur le département provenant de Bosnie, de Bulgarie et de Roumanie, d'identifier les problématiques spécifiques à chaque groupe afin d'adapter l'accompagnement social et de repérer les situations de dangers.

Région Centre-Est, Intervention dans le Rhône (69)

CONTEXTE LOCAL

L'une des particularités du territoire du Rhône est la présence, depuis près d'une dizaine d'années, d'un nombre conséquent de personnes en situation d'exploitation sexuelle et de mendicité forcée. Ce phénomène oblige à la mise en place d'un travail partenarial élargi, à repenser les modalités d'échanges d'information dans l'intérêt des victimes et à élaborer des stratégies spécifiques pour la résorption des squats et des bidonvilles.

Dans cette perspective, Trajectoires a proposé à la DDETS d'orienter son activité dans le Rhône sur ces problématiques d'exploitation, en lien avec les acteurs au contact de ces publics : la maraude-mixte de la métropole de Lyon, les CCAS de Lyon et Villeurbanne, la Maison de la Veille Sociale (MVS), l'Amicale Du Nid (ADN) et l'ALPIL (Action pour l'insertion par Le Logement). En dépit des nombreuses évacuations et des reconstitutions de nouveaux lieux d'implantation, une phase de collecte de don-



Les sites du Rhône où des formes d'emprise et de TEH ont été identifiées

- Site où l'on retrouve principalement de la prostitution
- Site où l'on retrouve des formes d'emprise et de TEH dont la mendicité forcée
- Déplacement de la dynamique d'emprise ou de TEH après une expulsion
- ◇ Site encore existant (données de janvier 2025)

Date des évacuations

(Données au 10/03/2025)



nées a été menée au cours de l'année 2024. Elle a permis d'identifier d'autres formes d'exploitation et a démontré la prégnance de ces phénomènes, indépendamment des déplacements successifs des populations. Rappelons que la multiplication des évacuations constitue, de manière générale, un frein à l'insertion des habitants en raison des ruptures dans l'accompagnement social et le suivi médical. Pour les enfants, cela accroît le risque de déscolarisation.

La carte ci-contre issue de nos analyses de terrain indique une répartition du territoire par type d'exploitation. La zone sud de Lyon et sa métropole (en vert) concentre les lieux d'activité prostitutionnelle.

Les bidonvilles et squats en jaune (nord de Lyon et sa périphérie) correspondent aux autres types de traite des êtres humains (TEH) repérés.

L'INTERVENTION DE TRAJECTOIRES EN 2024

L'année 2024 a été marquée par 4 temps forts :

- ✳ la restitution des conclusions issues de la collecte et analyse des données (entretiens avec les familles, observations sur les sites, échanges avec les partenaires),
- ✳ la mise en place de quatre groupes de travail correspondant chacun à un type de TEH repéré,
- ✳ les temps de formation, grand format et petit format
- ✳ le déploiement des relations avec les instances police-justice.

1. Restitution

L'objectif de la restitution des travaux de Trajectoires était de rassembler non seulement les acteurs de terrain, mais aussi des instances institutionnelles décisionnaires comme la préfecture, la MIPROF, la DIHAL, la DDETS, le service d'enquête proxénétisme, le Parquet et le Parquet des mineurs.

Ce temps a permis d'exposer la présence des quatre types de TEH repérés dans le Rhône : l'exploitation sexuelle de jeunes femmes (mineures et majeures), la problématique des unions précoces (exploitation domestique, grossesse précoce), la contrainte à commettre des délits et la mendicité forcée.

À l'issue de cette présentation, quatre groupes de travail ont été mis en place.

2. Les 4 groupes de travail

L'objectif de chaque groupe de travail est de collecter et d'identifier les situations de TEH, de partager l'ensemble de ces situations, d'organiser la remontée d'informations et la saisine des instances compétentes, et enfin

d'accompagner et de coordonner la protection des victimes en construisant des parcours de sorties sécurisés et sécurisants. En fonction de la thématique abordée, des groupes de travail ont rassemblé les acteurs concernés.

✳ **Exploitation sexuelle** : maraude-mixte (équipe de maraude d'orientation des personnes vivant en squats et bidonville pour la métropole de Lyon), CCAS Lyon (équipe de maraude auprès des personnes sans-abris), CCAS Villeurbanne (mission hospitalité), ALPIL, Amicale du Nid, Maison de la Veille Sociale, service de police enquête proxénétisme.

✳ **Mendicité forcée** : CCAS de Villeurbanne (mission hospitalité), de Lyon (équipe de maraude auprès des personnes sans-abris), la maraude-mixte (Métropole), ALPIL, Alynea (association qui gère le Samu social), Habitat & Humanisme (équipe du village d'insertion qui accueille des familles issues des squats et bidonvilles du territoire).

✳ **Unions précoces** : ALPIL, CLASSES, Comité Feyssine, maraude-mixte (Métropole), CCAS de Lyon et de Villeurbanne, le chef de service enfance de Lyon 7-8, sage-femme mobile de la métropole.

✳ **Contrainte à commettre des délits** : CLASSES, maraude-mixte, Médecins Du Monde, CCAS de Lyon et de Villeurbanne, PJJ.

Ces groupes se sont réunis régulièrement, sous forme de coordination en présence de l'ensemble des acteurs impliqués. Des rencontres en bilatérales se sont également tenues.

3. Formations

Trajectoires a mené plusieurs temps de formation concernant la TEH parmi les populations roumaines vivant en squats et bidonvilles afin notamment que les professionnels puissent mieux identifier les phénomènes sur le terrain.

Suite à ces formations, plusieurs professionnels ont sollicité l'appui de Trajectoires afin de les aider à décrypter des situations complexes de personnes suivies.

Ces temps ont permis en outre de développer le réseau partenarial et d'intégrer de nouveaux professionnels aux groupes de travail par type de TEH.

4. Relations institutionnelles

La restitution a favorisé une dynamique partenariale avec les institutions police-justice.

La protection des victimes a été définie comme un axe principal. Dans ce cadre, du fait d'un manque de solutions efficaces, Trajectoires a proposé à la DDETS de flécher une place « exploitation » au sein de Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), avec une présence éducative continue pour mettre à l'abri les jeunes femmes majeures souhaitant être extraites de leur réseau de prostitution et en attente d'une place dans le dispositif Ac-Sé.

Trajectoires a aussi pris l'attache avec les Parquets des mineurs et des majeurs afin de les rencontrer début 2025. Des liens avec la PJJ ont également été amorcés et seront consolidés en 2025 afin d'aborder les problématiques liées aux jeunes contraints à commettre des délits.



PERSPECTIVES 2025



Les perspectives pour l'année 2025 sont multiples. La lutte contre la TEH implique de développer un travail de sensibilisation des professionnels d'horizons divers (la PJJ, la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes [CRIP], les juges des enfants, les travailleurs sociaux et les professionnels de PMI) aux caractéristiques du public d'Europe de l'Est vivant en squats et bidonvilles, aux systèmes d'emprises qui peuvent y prospérer et aux dispositifs de protection des victimes qui pourraient être sollicités.

Dans le cadre des 4 groupes de travail, pour l'année 2025, Trajectoires poursuivra son activité de terrain en partenariat avec les intervenants sociaux. La veille sur chaque type de TEH à travers la collecte d'informations se poursuivra, ainsi que le suivi de situations individuelles et la coordination de réunions partenariales.



Partie 3

Plaidoyer et Actions transversales

Traite des êtres humains

Prise en compte des situations de traite des êtres humains dans le cadre de la résorption des bidonvilles.

Du plaidoyer à la mise en place d'un réseau d'acteurs

Depuis plusieurs années, Trajectoires alerte les acteurs locaux et nationaux quant aux risques élevés de situations d'emprise et de traite au sein des bidonvilles. L'absence de protection effective des victimes et le sentiment de plus en plus fort d'impunité des auteurs, y compris envers les institutions, créent une réelle entrave à la politique de résorption des bidonvilles. Longtemps, les acteurs de terrain étaient majoritairement réticents à travailler sur ces phénomènes de peur de stigmatiser davantage les habitants des bidonvilles. Le webinaire du 19 octobre 2023 qui a rassemblé plus de 150 participants a confirmé le développement inquiétant de ces phénomènes et la nécessité pour les acteurs qui travaillent auprès des habitants des bidonvilles d'être accompagnés sur cette problématique.

Un portage partenarial

Grâce au soutien de la DIHAL, de la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF) et de la fondation Porticus, en 2024, des actions visant à renforcer la capacité des acteurs à identifier et signaler des situations d'exploitation et de TEH dans les bidonvilles ont été entreprises sur plusieurs territoires : Nantes, Angers, Lyon, Bordeaux, Paris, etc. L'association Trajectoires a fait le choix d'intégrer un référentiel TEH dans le cadre de l'ensemble de ses interventions de terrain. Deux formations internes ont été dispensées afin d'initier les nouveaux salariés aux notions d'emprise et de TEH, ainsi qu'aux outils de suivi (fiches récolte de données, cartographie des partenaires, etc.). Une réu-

nion thématique mensuelle a été instituée pour suivre l'évolution des activités sur le terrain, permettant ainsi aux équipes de partager leurs expériences et d'ajuster leurs interventions en fonction des besoins identifiés sur chaque territoire.

Au niveau local, la mise en place de la stratégie de lutte contre la TEH s'est articulée autour de 4 étapes :

- ✱ Former les acteurs de terrain à la question du repérage, selon les formes de TEH.
- ✱ Réaliser un diagnostic TEH sur le territoire (en tenant compte de leurs remontées).
- ✱ Restituer à l'ensemble des acteurs concernés (institutionnels et associatifs) le diagnostic.
- ✱ Élaborer des réponses concrètes pour la protection en lien avec les acteurs police et justice.

Des formations innovantes pour développer le repérage et l'expertise terrain

La formation des acteurs de terrain est une étape préalable et indispensable afin de développer le repérage et l'identification des victimes. Au total, 306 professionnels ont été formés lors de 12 sessions. Les formations proposées se sont déclinées en modules « longs » (journée complète) et « courts » (séances de 3 heures sur des thématiques spécifiques comme l'exploitation domestique, le mariage précoce, le signalement). Pour rendre les formations plus interactives et accessibles, l'association a lancé la conception de capsules animées et d'un guide pratique, fondé sur nos recherches de terrain.

Accompagnement des professionnels dans des situations concrètes

La montée en compétence des acteurs de terrain a entraîné une augmentation des demandes d'appui sur des situations individuelles d'exploitation. L'association a ainsi été en soutien des acteurs locaux pour 12 situations de victimes potentielles. Cet appui participe à la montée en compétence des associations qui nous sollicitent sur cette problématique. Il permet aussi d'identifier les blocages au niveau local et national pour la mise en place d'une protection.

Des diagnostics locaux pour élaborer des réponses concertées et opérationnelles

Au-delà des sessions de formation, des diagnostics locaux proposant un état des lieux précis des situations de TEH sur un territoire ont été réalisés ou sont en cours de réalisation. Les restitutions de ces diagnostics sont destinées aux acteurs associatifs et institutionnels. L'objectif est de favoriser l'échange d'informations entre professionnels afin de renforcer les partenariats avec les acteurs de la Justice et de la Police et de favoriser la mise en place de dispositifs concrets de protection des victimes de TEH.

Remontée de terrain au niveau national

Trajectoires participe à différents groupes de travail nationaux (MIPROF, ENSP, etc.). Elle est régulièrement sollicitée lors de réunions interinstitutionnelles de lutte contre la TEH. L'objectif est de sensibiliser les institutions en charge de la politique de lutte contre la TEH au contexte particulier des bidonvilles.



PERSPECTIVES 2025

L'intérêt suscité par l'ensemble des acteurs sur ces situations nous incite à poursuivre nos actions autour de la formation des professionnels, l'accompagnement des acteurs sur les territoires et l'appui aux professionnels de terrain sur les situations individuelles relevant de l'exploitation et de la TEH. À travers la réalisation de diagnostics, Trajectoires souhaite inciter les acteurs institutionnels à la mise en œuvre de protections adaptées pour les différentes formes de TEH identifiées. Ces initiatives seront articulées avec les dispositifs de protection nationaux et les différentes mesures du plan de lutte contre la TEH.



Travail saisonnier

Lutter contre les dérives liées au recours accru à une main-d'œuvre étrangère dans le domaine agricole.

En France, depuis quelques années, les secteurs du maraîchage, de la viticulture, de l'arboriculture s'appuient majoritairement sur une main-d'œuvre étrangère. À côté des circuits légaux (contrats saisonniers, agence d'intérim, etc.), des réseaux informels se sont développés.

Bien qu'une majorité de ces travailleurs possèdent un contrat de travail, la plupart vivent dans un très grand dénuement. Le nombre d'heures travaillées dans le mois est aléatoire, aucun hébergement ne leur est proposé ce qui les conduit, à s'installer dans des bidonvilles, des squats ou des abris de fortune. L'accès à l'eau, aux sanitaires et à l'électricité est limité; l'été, ils sont exposés, sans véritable protection, à de très fortes chaleurs. Le transport jusqu'aux zones d'activité est souvent à leur charge. Leur isolement administratif, géographique et linguistique les rend dépendants d'intermédiaires. Ces derniers l'ont bien compris et profitent de leur position pour monnayer de nombreux services : accès au travail, mise à disposition d'une cabane, transport, rendez-vous chez l'assistante sociale, etc.

Ce phénomène, présent en Espagne et en Italie depuis de nombreuses années, s'est récemment fortement développé en France. Depuis trois ans, les condamnations pour traite des êtres humains en Champagne, en Gironde, dans le Lot-et-Garonne ou encore dans les Bouches-du-Rhône se multiplient. Néanmoins, d'après nos travaux menés en Loire-Atlantique, dans le Maine-et-Loire ou en Gironde, les victimes identifiées dans ces affaires représentent la partie émergée de l'iceberg. Relativement invisibles en raison de leurs zones d'habitation et de leurs horaires de travail, ces travailleurs demeurent peu suivis socialement, empêchant l'identification de nombreuses situations.

En 2024, Trajectoires a décidé de documenter davantage ce sujet en lançant une recherche-action dans plusieurs territoires particulièrement impactés par le phénomène. La fondation Porticus qui soutient de nombreuses initiatives en Europe et dans le monde pour la protection des travailleurs saisonniers nous a apporté son appui pour les deux années à venir. Localement, plusieurs acteurs institutionnels et associatifs souhaitent s'associer à cette démarche. Pour ce projet, démarré en décembre 2024, les principaux objectifs sont de documenter et de mieux repérer les pratiques mettant les travailleurs saisonniers en danger pour élaborer, en lien avec les acteurs concernés, des dispositifs sécurisant leurs conditions de travail, de rémunération et d'hébergement.



Appui aux acteurs par la création d'outils

En 2024, l'association Trajectoires a réalisé plusieurs outils méthodologiques pour appuyer les acteurs publics et associatifs en charge de l'accompagnement des populations migrantes vulnérables vers l'accès au droit.

Ces outils ont pour objectifs d'informer, de sensibiliser et d'accompagner les professionnels en charge de l'insertion des populations vivant en bidonvilles ou en squats, et également ceux travaillant auprès des mineurs non accompagnés. Ils ont été conçus comme support aux formations.

Un guide : « Mieux repérer et accompagner les personnes victimes de traite des êtres humains : Clés de compréhension à destination des professionnels de terrain »

L'association a réalisé, grâce au financement de la fondation Porticus, un guide à destination des professionnels du champ social et en charge de l'accompagnement des publics en grande précarité. Il vise à appuyer les professionnels dans leur pratique. Le repérage et la compréhension des mécanismes d'exploitation sont des préalables essentiels pour permettre la mise en place d'un accompagnement individuel et adapté. Ce guide tente de donner des clés de compréhension aux professionnels à travers la description de plusieurs formes de traite des êtres humains peu repérées et des pistes de travail pour protéger et accompagner les victimes.

Le guide a été conçu sous forme de fiches didactiques composées de la manière suivante :

- ✳ Description du système d'exploitation
- ✳ Manifestation en France
- ✳ Que faire en tant que professionnel ? (Repérer, Protéger)
- ✳ Pour aller plus loin (expérimentation et bonnes pratiques, en savoir plus)

Les formes d'exploitation abordées dans ce guide sont :

- ✳ La contrainte à la commission de délits.
- ✳ L'exploitation économique au sein des bidonvilles.
- ✳ L'exploitation sexuelle des mineures roumaines et bulgares.
- ✳ La servitude domestique de mineures par leur « belle-famille ».
- ✳ L'exploitation de la mendicité.

FICHE N° 2 : EXPLOITATION ÉCONOMIQUE AU SEIN DES BIDONVILLES

En France en 2022, plus de 16 000 personnes vivent en bidonvilles¹¹. La majorité sont européennes, de nationalités roumaine ou bulgare. La précarité économique et sociale ainsi que l'invisibilité qu'induit la vie en bidonville accentuent les risques d'exploitation et d'emprise. Ces situations de traite mettent à mal l'accompagnement social proposé. Il est donc nécessaire d'être en capacité de les repérer, pour adapter les réponses aux situations des personnes.



11. « Répartition bidonvilles - Agir pour résorber les bidonvilles », Copernic 4 à août 2023, <https://repartition-bidonvilles.hogre.gouv.fr/>.

La création de capsules animées à des fins de formation

Afin de rendre les modules de formation plus dynamiques et interactifs, il a été décidé de créer des vidéos courtes sous forme de « capsules animées ». Ces vidéos ont été réalisées dans le cadre d'un projet financé par la DIHAL en 2024 pour le développement de formations des professionnels aux phénomènes d'exploitation et de traite des êtres humains dans les squats et bidonvilles en France métropolitaine.

L'idée de ces capsules est de décrire brièvement le parcours d'une personne vivant en bidonville et victime d'une forme d'exploitation afin d'aider les professionnels à reconnaître et identifier les divers indicateurs de traite.

Les formes d'exploitation décrites dans ces vidéos sont :

- ✦ L'exploitation domestique/mariage forcé.
- ✦ L'exploitation économique au sein du bidonville.
- ✦ L'exploitation par le travail.

Ces vignettes de quelques minutes seront utilisées lors des sessions de formation ou lors de présentations (séminaires, restitution...).



Une plaquette d'information sur la stratégie de résorption des bidonvilles : « Agir sur un bidonville en vue de sa résorption : Approche méthodologique »

Pour poursuivre l'accompagnement mené par Trajectoires auprès des acteurs locaux, une plaquette d'information sur la stratégie de résorption des bidonvilles a été élaborée avec le soutien de la Dihal.

Cet outil s'adresse aux acteurs institutionnels et associatifs, engagés ou souhaitant s'engager dans une démarche de résorption des bidonvilles. La résorption de ces lieux de vie ne peut se réaliser qu'à travers une politique d'insertion durable et véritable des populations concernées. Cela implique des mesures transitoires essentielles, comme la stabilité et la sécurisation des bidonvilles et de leurs habitants. Aussi, à travers cette brochure, nous avons tenté d'explicitier de manière synthétique les étapes à respecter, les acteurs à associer et les éléments clés à prendre en compte pour atteindre l'objectif d'insertion des habitants, et donc de résorption des bidonvilles. En 2025, cette offre sera enrichie par un guide complet et détaillé pour accompagner la mise en œuvre d'actions sur site.



Partenaires financiers 2024

Nous tenons à remercier l'ensemble de nos partenaires financiers qui ont soutenu l'association en 2023 dans le développement de ses actions sur l'ensemble du territoire.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Délégation interministérielle
à l'hébergement et à l'accès
au logement



**PRÉFET
DE PARIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail et
des solidarités



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi du travail
et des solidarités



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Strasbourg.eu
eurométropole

**Nantes
Métropole**

PORTICUS

The logo for Trajectoires features the word "Trajectoires" in a bold, black, sans-serif font. A teal-colored brushstroke underline is positioned above the text. A small globe icon is integrated into the letter "o" of "trajectoires".

Trajectoires

www.trajectoires-asso.fr

3 rue Meynadier, 75019 Paris

<https://www.linkedin.com/company/trajectoires-association/>